



Canada Development Investment Corporation La corporation de développement des investissements du Canada

**LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES
INVESTISSEMENTS DU CANADA**

**RÉSUMÉ DU PLAN
D'ENTREPRISE**

DE 2019 À 2023

et

**RÉSUMÉ DU BUDGET D'INVESTISSEMENT
DE 2019 À 2023**

Un résumé du plan d'entreprise du mois de juin 2019

Le plan d'entreprise de 2019 à 2023 de La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV' ») a été approuvé en juin 2019 par le Conseil du Trésor du Canada. Au moment de l'examen du plan d'entreprise par le Conseil du Trésor, le gouverneur en conseil n'avait pas encore promulgué le décret C.P. 2019-0820, qui a autorisé l'approbation du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain (le « TMEP », pour *Trans Mountain Expansion Project*). En conséquence, la CDEV a présenté son plan d'entreprise en deux volets : soit un « plan principal » qui fournissait des informations et des prévisions fondées sur l'hypothèse d'un maintien du statu quo (aucune autorisation de poursuivre le projet), et une « annexe », qui décrivait la façon dont la CDEV procéderait en cas d'approbation. Le résumé du plan d'entreprise de 2019 à 2023 a été préparé en conformité avec l'article 125 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* dans le but de fournir des informations sur les activités et les décisions d'ordre opérationnel d'une société d'État et de ses filiales. Des résumés du plan principal et de l'annexe visent à présenter de façon sommaire et fidèle le plan d'entreprise qui a été approuvé par le Conseil du Trésor. Conformément à l'article 153(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le présent résumé ne contient aucune information susceptible de nuire aux activités de la CDEV sur le plan commercial.

RÉSUMÉ DU PLAN D'ENTREPRISE - CDEV TABLE DES MATIÈRES

| | | |
|--|--|----|
| 1.0 | RÉSUMÉ ET PROFIL DE L'ENTREPRISE..... | 4 |
| 2.0 | MANDAT ET APERÇU DE L'ENTREPRISE | 6 |
| 3.0 | GOVERNANCE D'ENTREPRISE ET CONTEXTE D'EXPLOITATION..... | 8 |
| 4.0 | RENDEMENT DE L'ENTREPRISE..... | 9 |
| 4.1 | Évaluation des résultats de 2018 | 9 |
| 5.0 | OBJECTIFS ET STRATÉGIES DE LA CDEV POUR LA PÉRIODE ALLANT DE 2019 À 2023..... | 10 |
| 5.1 | Corporation Trans Mountain..... | 10 |
| 5.2 | Financière Canada TMP Ltée..... | 11 |
| 5.3 | La Société de gestion Canada Hibernia | 11 |
| 5.4 | Canada Eldor Inc. | 11 |
| 5.5 | Mandat de vente de RTI..... | 12 |
| 5.6 | Plan d'emprunt..... | 12 |
| 5.7 | Sommaire des risques et mesures d'atténuation des risques..... | 12 |
| 6.0 | SECTION FINANCIÈRE | 13 |
| 6.1 | Aperçu financier pour l'exercice 2018..... | 13 |
| 6.2 | Rapports financiers trimestriels | 13 |
| 6.3 | Commentaires, faits saillants et principales hypothèses des prévisions financières..... | 14 |
| 6.4 | Budget d'investissement | 17 |
| ANNEXE AU PLAN D'ENTREPRISE DE 2019 À 2023 DE LA CDEV | | |
| Appendice A-1 – Organigramme et conseil d'administration | | |
| Appendice A-2 – États financiers consolidés pro forma pour la période allant de 2017 à 2023 | | |
| Appendice A-3 – États financiers pro forma à l'annexe au plan d'entreprise | | |
| Appendice A-4 – Lettre du ministre des Finances | | |
| Appendice B – Résumé du plan d'entreprise de Corporation Trans Mountain pour les exercices allant de 2019 à 2023 | | |
| Appendice C – Résumé du plan d'entreprise de la Société de gestion Canada Hibernia pour les exercices allant de 2019 à 2023 | | |

1.0 RÉSUMÉ ET PROFIL DE L'ENTREPRISE

QUI NOUS SOMMES

La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV ») a été constituée en société en 1982 conformément aux dispositions de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et elle appartient en totalité à Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La CDEV est une société d'État mandataire visée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. La CDEV relève du Parlement par l'entremise du ministère des Finances (le « ministère »). La CDEV possède trois filiales en propriété exclusive, soit la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH »), Canada Eldor Inc. (« CEI ») et Financière Canada TMP Ltée (« Financière Canada TMP »), laquelle est propriétaire de Corporation Trans Mountain (« CTM ») et de ses filiales. Le mandat principal de la CDEV est de gérer les actifs du gouvernement qui lui sont confiés dans une perspective commerciale. La CDEV entreprend également des analyses de certains actifs du gouvernement dans une perspective commerciale à la demande du ministère des Finances.

CE QUE NOUS FAISONS

Ridley Terminals Inc. (« RTI ») est un terminal charbonnier appartenant à l'État. Le ministre des Finances a demandé à la CDEV d'agir à titre de mandataire en vue de sa vente éventuelle. En 2018, la CDEV a entrepris le processus de vente de RTI. Au mois de décembre 2018, la CDEV a dressé une liste de soumissionnaires de premier choix à qui elle a demandé de préparer des offres d'achat fermes au cours de 2019.

En 2018, la CDEV a fait l'acquisition des actifs du pipeline Trans Mountain et a continué à gérer cet investissement en 2019. Afin de financer l'acquisition de CTM, Financière Canada TMP, qui est propriétaire et la source de financement de CTM, a emprunté un montant de 4,7 milliards de dollars du Compte du Canada administré par Exportation et développement Canada (« EDC »).

La SGCH est la filiale de la CDEV qui détient une participation directe dans la plateforme de production pétrolière extracôtère Hibernia. La SGCH continue d'obtenir un rendement satisfaisant de sa quote-part dans le champ pétrolifère Hibernia, un volume de ventes de 3 millions de barils de pétrole et un bénéfice net de 76 millions de dollars de dollars étant prévus pour 2018, comparativement à un bénéfice net de 72 millions de dollars en 2017. CEI continue de payer les coûts relatifs à la mise hors service de l'ancien site minier et les prestations de retraite de certains anciens employés.

La CDEV, conformément à ses obligations en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, a tenu son assemblée publique annuelle le 11 octobre 2018 à Calgary, en Alberta.

La principale tâche de la CDEV en 2019, et ce jusqu'en 2022, sera de veiller à la bonne gestion de CTM. Dans les quatre mois de l'exercice 2018 au cours desquels CTM a été en exploitation, il était prévu qu'elle dégage des produits de 130 millions de dollars

et un BAIIA d'environ 50 millions de dollars selon le référentiel comptable de la CDEV, ses états financiers étant consolidés dans les comptes de l'État. En 2019, CTM devrait dégager des produits de 400 millions de dollars et un BAIIA de 185 millions de dollars. Financière Canada TMP agira à titre d'entité de financement, fournissant des capitaux empruntés et des capitaux propres à CTM. Financière Canada TMP sera financée au moyen de capitaux empruntés ou d'émission de capitaux propres, au gré du gouvernement; elle devrait afficher une perte du fait que les charges d'intérêts seront plus élevées que les revenus d'intérêts et les dividendes reçus de CTM. Pour ce qui est de la SGCH, on prévoit une hausse de la production pétrolière de 5 % ainsi qu'une augmentation des dépenses d'investissement de 21 millions de dollars en 2019. On prévoit également une hausse du bénéfice net de 7 %, pour s'établir à 81 millions de dollars. CEI participera à une audience devant la Commission canadienne de sûreté nucléaire (la « CCSN ») à l'automne 2019.

ANNEXE AU PLAN D'ENTREPRISE DE 2019 À 2023

Une annexe est jointe au plan d'entreprise de 2019 à 2023. Il est entendu que les activités prévues, les besoins de financement et les autorisations se rapportant au projet d'agrandissement du pipeline Trans Mountain (le « TMEP ») prendront effet à l'émission d'un décret, le cas échéant. Le plan d'entreprise principal est une version représentant le statu quo, dans le cas où aucun décret autorisant le redémarrage du TMEP n'était émis.

2.0 MANDAT ET APERÇU DE L'ENTREPRISE

Mandat

Les statuts constitutifs de la CDEV lui confèrent un mandat très large. La CDEV a été constituée en société afin de fournir un organe commercial aux placements de l'État en titres de capitaux propres et pour gérer les avoirs commerciaux du Canada. La CDEV a pour objectif principal d'exercer toutes ses activités dans l'intérêt du Canada, dans une perspective commerciale. Il est à noter que le ministre des Finances a émis une lettre au président du conseil d'administration de la CDEV en août 2018 concernant Trans Mountain; cette lettre figure à l'appendice B du résumé du plan d'entreprise.

La vision de la CDEV : être la ressource principale de l'État canadien en matière d'évaluation, de gestion et de dessaisissement de ses actifs commerciaux.

La mission de la CDEV : agir dans l'intérêt du Canada, au nom du ministre des Finances, et offrir un jugement et des pratiques commerciales solides en matière d'évaluation, de gestion et de dessaisissement des actifs de l'État canadien.

Aperçu des activités

Les activités de la CDEV sont déterminées par les priorités du gouvernement et la Corporation est gérée dans une perspective commerciale. La CDEV gère également la vente de certains actifs de l'État et aide le gouvernement, à sa demande, en effectuant des analyses de certains actifs de l'État.

Financière Canada TMP Ltée

Financière Canada TMP a été créée au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018. Elle est propriétaire de CTM et en est également l'entité de financement. Pour le moment, on s'attend à ce que Financière Canada TMP emprunte des fonds à EDC afin de pourvoir aux besoins en trésorerie de CTM. Le taux d'intérêt imputé par EDC est fixé à 4,7 %. En vertu d'un accord de financement intervenu entre Financière Canada TMP et CTM, 55 % des fonds avancés à CTM le seront sous forme de prêts et 45 %, sous forme de capitaux propres. Les prêts payables par CTM à Financière Canada TMP portent intérêt au taux de 5 %. Cette structure reflétera celle de l'entente relative au régime de droits intervenue entre l'Office national de l'énergie (l'« ONE ») et les expéditeurs du pipeline Trans Mountain.

Corporation Trans Mountain

Veillez vous reporter à l'appendice B pour obtenir de plus amples renseignements sur CTM. CTM a été créée pour acquérir de Kinder Morgan Cochin ULC les entités qui exploitent le réseau pipelinier Trans Mountain. Ces entités sont la société en commandite Trans Mountain Pipeline Limited (l'exploitant), Trans Mountain Pipeline ULC, (l'entité réglementée et le commandité du pipeline) et Trans Mountain Canada Inc. (l'employeur et l'entité de service), comme l'illustre l'organigramme qui figure à l'appendice A-1. Le prix d'achat s'est élevé à 4,4 milliards de dollars après les ajustements de clôture. Par suite de la décision de la Cour d'appel fédérale,

les activités du TMEP ont diminué considérablement. CTM a procédé à l'arrêt des activités en toute sécurité jusqu'à la fin de 2018. En 2019, CTM poursuivra ses activités de planification du TMEP; il s'agira notamment de réunir la documentation pour les demandes de permis, de recevoir les conduites déjà commandées et engagées en 2018, d'effectuer de nouvelles estimations de coûts et de préparer un nouveau calendrier pour le projet ainsi que d'appuyer le gouvernement dans ses consultations des autochtones, le cas échéant. CTM envisage aussi des façons de donner suite aux recommandations de l'ONE en matière de sécurité maritime.

La Société de gestion Canada Hibernia

La SGCH a été créée en mars 1993 aux seules fins de détenir, de gérer, d'administrer et d'exploiter une participation directe de 8,5 % dans le projet Hibernia. L'objectif principal de la SGCH est de gérer sa participation dans le projet Hibernia, s'assurant ainsi que l'actif demeure prêt à la vente si jamais l'État canadien décidait de s'en déssaisir. Ces fonctions sont assurées par une équipe de direction chevronnée basée à Calgary et un conseiller technique a pour mandat de préparer des rapports d'évaluation technique et économique des réserves. La SGCH retient également les services d'un conseiller financier contractuel.

Les dividendes versés par la SGCH devraient se chiffrer en moyenne à 54 millions de dollars par année au cours de la période visée par le plan d'entreprise, soit un montant légèrement inférieur aux dividendes moyens de 58 millions de dollars par année prévus pour la période visée par le plan précédent en raison d'une diminution de la production. Puisque la SGCH est une société qui ne possède qu'un seul actif, celle-ci garde des fonds en réserve pour pourvoir à ses obligations liées à la mise hors service du projet Hibernia. La SGCH a constitué une réserve de 100 millions de dollars dans le compte du Trésor a mis de côté un montant de 36 millions de dollars sous forme d'autres actifs financiers, notamment pour couvrir les coûts d'abandon.

Mandats de vente et d'examen d'actifs

La CDEV a entrepris, à titre de mandataire, le processus de vente de RTI. En décembre 2018, la CDEV a présélectionné cinq soumissionnaires qui ont été invités à présenter des offres d'achat fermes pour RTI. La CDEV participera à l'examen d'autres actifs de l'État, si le gouvernement lui en fait la demande.

Canada Eldor Inc.

CEI, par l'entremise de Cameco, gestionnaire et détenteur de la licence d'exploitation du site minier Beaverlodge, continue de gérer les biens pour lesquels elle a reçu une licence. Des projets ont été entrepris en vue de transférer les biens au programme de contrôle institutionnel (« CI ») du gouvernement de la Saskatchewan d'ici cinq ans. En 2019, CEI se préparera à l'audience d'accréditation de la CCSN visant à approuver le transfert de ces biens au CI.

3.0 GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET CONTEXTE D'EXPLOITATION

La gestion de la CDEV est assurée par une équipe établie à Toronto et dirigée par le vice-président directeur, qui travaille en étroite collaboration avec des conseillers, des avocats ainsi qu'avec les membres du conseil d'administration et ceux de la direction des filiales en vue d'assurer la bonne marche de la Corporation et de ses filiales. La CDEV compte six employés et deux sous-traitants.

La CDEV relève du Parlement par l'entremise du ministère des Finances. Le conseil d'administration de la CDEV surveille et supervise les activités et les affaires de la CDEV. À l'heure actuelle, le conseil d'administration de la CDEV est composé d'un président du conseil et de quatre autres administrateurs. L'appendice A-1 présente l'organigramme de la Corporation et la liste actuelle des membres du conseil d'administration et des dirigeants de la CDEV. Tous les membres du conseil d'administration sont indépendants de la direction de la CDEV. Le conseil d'administration s'acquitte de ses responsabilités à l'égard des états financiers par l'entremise de son comité d'audit. Les conseils d'administration de CEI, de la SGCH et de Financière Canada TMP sont constitués d'administrateurs et de dirigeants de la CDEV. Les administrateurs de la CDEV siègent aux conseils d'administration et aux comités des filiales du groupe des sociétés de la CDEV. En novembre 2018, la CDEV a nommé un nouveau conseil d'administration pour CTM, dont fait partie le président du conseil d'administration de la CDEV.

Le comité de gouvernance et de mise en candidature est chargé de définir les orientations de gouvernance de la Corporation et poursuit l'examen des pratiques de gouvernance de même que la composition et la structure du conseil d'administration de la CDEV. Le conseil d'administration a également un comité des ressources humaines et de la rémunération qui l'aide en ce qui a trait aux stratégies, aux politiques et aux pratiques en matière de ressources humaines et de rémunération de la CDEV et de ses filiales. Les statuts de la CDEV prévoient la nomination d'un maximum de sept administrateurs et d'un chef de la direction.

La CDEV s'acquitte de ses fonctions de supervision en tant que propriétaire de CTM en vertu d'un protocole d'entente qui décrit ses responsabilités et ses responsabilisations. Plus particulièrement, le conseil d'administration de la CDEV approuve le salaire du chef de la direction de CTM, la direction de la CDEV prête son concours à l'élaboration des examens de la fonction d'audit interne de CTM et discute de l'audit externe de CTM avec les auditeurs et TMC.

4.0 RENDEMENT DE L'ENTREPRISE

4.1 Évaluation des résultats de 2018

Le tableau ci-dessous présente notre rendement réel en 2018 comparativement aux objectifs énoncés dans le plan d'entreprise 2018-2022 :

| Objectifs de 2018 | Résultats de 2018 |
|---|--|
| Gérer la participation directe dans Hibernia par l'entremise de la SGCH. | Résultats financiers solides. |
| Gérer les mandats de vente des actifs de l'État. | Le processus de vente de RTI a progressé avec l'aide de conseillers, notamment de conseillers financiers. |
| Faire preuve d'efficience opérationnelle et de flexibilité pour répondre aux exigences du ministère des Finances. | La CDEV a eu recours aux cabinets-conseils possédant les compétences et l'effectif de réserve nécessaires compte tenu des exigences inégales des travaux, elle est demeurée conforme à la directive sur les dépenses de voyage et elle a maintenu un fonds de réserve suffisant pour s'assurer d'avoir les ressources nécessaires pour remplir son mandat. |
| Gérer la SGCH de façon efficiente et en maximiser la valeur malgré sa participation limitée de 8,5 %. | La production de la SGCH a diminué de 7 % par rapport au plan en raison de l'arrêt de production de six semaines en 2018; le bénéfice net a été de 76 millions de dollars (75 millions de dollars en 2017). |
| Gestion de Canada GEN. | La société a été dissoute conformément à la recommandation formulée dans le plan d'entreprise précédent. |
| Gestion de CEI et de ses obligations | CEI continue de superviser la gestion par Cameco des activités de remise en état d'un site et les prévisions budgétaires; certains transferts de biens accusent du retard et les audiences de la CCSN devraient être tenues en 2019. |
| La CDEV entreprendra les activités demandées en fonction de ses moyens. | En 2018, la CDEV a entrepris un contrôle diligent afin d'évaluer la demande d'aide de Kinder Morgan et pour l'acquisition de CTM. La CDEV a géré les processus d'acquisition de CTM, notamment le financement, et a mis en place les processus de surveillance des enjeux stratégiques et d'intégration de CTM comme société d'État. La CDEV a préparé le rapport financier et les analyses connexes pour l'exercice 2018. |
| Gestion des risques. | La CDEV a poursuivi l'évaluation, la gestion et l'atténuation des risques relevés dans toutes ses activités. |

Pour un examen plus approfondi des activités de la CDEV, veuillez vous reporter au rapport annuel de 2018 de la CDEV.

5.0 OBJECTIFS ET STRATÉGIES DE LA CDEV POUR LA PÉRIODE ALLANT DE 2019 À 2023

Les objectifs principaux de la CDEV sont de gérer d'une façon commerciale les intérêts du gouvernement qui lui sont confiés. Les principaux domaines d'activités pour l'exercice 2019 et les années subséquentes sont les suivants :

- Superviser et surveiller Corporation Trans Mountain et lui fournir un soutien stratégique. Conformément au plan d'entreprise de CTM (appendice B), les objectifs clés de CTM pour l'exercice 2019 sont :
 - de poursuivre l'exploitation des réseaux existants de Trans Mountain et de Puget de façon sûre et efficiente;
 - de combler toutes les lacunes organisationnelles restantes et de mettre fin à l'entente des services de transition avec Kinder Morgan.
- Que Financière Canada TMP assure le financement de CTM pour ses besoins d'exploitation et de financement.
- Gérer notre participation directe dans le champ pétrolifère Hibernia par l'entremise de notre filiale, la SGCH, avec une approche commerciale prudente.
- Continuer de maintenir la SGCH prête à la vente.
- Gérer le processus de vente de RTI déclenché en novembre 2018, la date de conclusion visée étant au cours de l'exercice 2019.
- Gérer les activités de la Corporation de façon à maintenir la capacité de la CDEV à exécuter toutes les tâches qui lui sont confiées de façon efficiente. Il s'agit notamment de s'assurer que les employés et la direction sont mobilisés et reçoivent une formation sur les enjeux pertinents, de demeurer en communication avec les conseillers éventuels et de maintenir un niveau de liquidités suffisant pour financer les éventualités et les nouveaux projets.

5.1 Corporation Trans Mountain

CTM exploite un pipeline qui transporte 300 000 barils de pétrole par jour entre Edmonton, en Alberta, et l'océan Pacifique, y compris des réservoirs de stockage situés principalement à Edmonton, en Alberta, et à Burnaby, en Colombie-Britannique. Le pipeline peut transporter différents types de produits, du pétrole brut lourd à l'essence. En 2019, CTM verra à accélérer le remplacement des services fournis par Kinder Morgan et à pourvoir différents postes afin de compléter la transition d'une filiale d'une entité américaine cotée en bourse à une société d'État canadienne. CTM mettra l'accent sur une exploitation efficiente et rentable du pipeline d'une manière conforme à son programme d'environnement, de santé et de sécurité. Les produits tirés des services de transport réglementés sont tributaires des tarifs établis par l'ONE et des volumes transportés prévus. CTM poursuivra également certaines activités administratives liées au TMEP, notamment la préparation de nouvelles estimations de coûts et d'un nouveau calendrier.

5.2 Financière Canada TMP Ltée

Financière Canada TMP continuera à effectuer des emprunts sur le Compte du Canada de l'EDC. Au gré du gouvernement, Financière Canada TMP recevra des injections de capitaux pour financer les besoins en dépenses d'investissement de CTM. Financière Canada TMP financera CTM selon un ratio de 55 % de capitaux empruntés et de 45 % de capitaux propres. Compte tenu du fait que Financière Canada TMP emprunte 100 % de ses besoins financiers (à un taux d'intérêt de 4,7 %), mais prête seulement 55 % de ce montant à CTM (à un taux d'intérêt de 5,0 %), ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation seront insuffisants. Afin de combler cette insuffisance, Financière Canada TMP contractera un emprunt pour créer un solde de trésorerie positif. Si Financière Canada TMP reçoit 45 % de ses besoins de financement sous forme de capitaux propres, elle aura un solde de trésorerie à peu près neutre. Si TMP continue à être financée à 100 % par des capitaux empruntés, elle devra prélever des fonds sur sa facilité pour la construction afin de payer certains intérêts sur les facilités pour l'acquisition et la construction. Financière Canada TMP sollicite une prolongation une prorogation de l'échéance de la facilité pour la construction au-delà du mois d'août 2019.

5.3 La Société de gestion Canada Hibernia

L'appendice C présente de plus amples renseignements sur les objectifs et les stratégies de la SGCH. La CDEV aide la SGCH, au besoin, relativement à toutes les activités qui pourraient être nécessaires à la préparation de la participation dans le projet Hibernia pour sa vente si l'État décidait de s'en dessaisir. À un haut niveau, il est à noter que le volume de ventes de 3,13 millions de barils de pétrole de la SGCH prévu pour 2019 est supérieur à celui des prévisions de 2018, qui était de 2,97 millions de barils, en raison d'une baisse de la production en 2018 découlant de la fermeture prévue de la plateforme Hibernia pendant 40 jours. La quote-part de la production de la SGCH prévue au plan d'entreprise de 2019 s'établira à 8 580 barils par jour, comparativement à 8 200 barils par jour en 2018, soit une augmentation de 5 %.

Le plan d'entreprise de 2019 de la SGCH prévoit un bénéfice net de 81 millions de dollars, soit un montant supérieur aux prévisions de 76 millions de dollars en 2018. Les dividendes versés par la SGCH devraient se chiffrer à 63 millions de dollars en 2019 comparativement à aux prévisions de 108 millions de dollars en 2017. La diminution des dividendes en 2019 par rapport à 2018 résulte d'une diminution des fonds en caisse de 20 millions de dollars au cours de 2018 et d'une augmentation des dépenses d'investissement de 20 millions de dollars au cours de 2019.

5.4 Canada Eldor Inc.

Aux termes du contrat d'achat et de vente, CEI a des obligations relativement à la remise en état d'un site minier d'uranium désaffecté d'Eldorado Nuclear dans le nord de la Saskatchewan et au paiement des coûts relatifs au régime d'avantages sociaux des anciens employés. CEI est aussi une partie défenderesse dans un recours collectif intenté il y a plusieurs années dans le comté de Deloro en Ontario.

CEI continuera de payer à Cameco les coûts associés aux activités de remise en état de la mine, les frais réglementaires et les coûts relatifs au régime d'avantages sociaux des anciens employés. CEI verse à Cameco des frais de gestion de 15 %. Les dépenses prévues pour l'exercice 2019 sont de 2 millions de dollars et les dépenses pour la période entière de 2019 à 2023 visée par le plan se chiffrent à 10 millions de dollars. CEI possède des actifs de 18 millions de dollars pour payer ces coûts attendus.

L'état du projet et les enjeux en suspens

La CCSN a approuvé des renouvellements de permis pour les biens miniers en 2013 pour une période de dix ans se terminant en 2023. Il est prévu qu'à l'échéance des permis, les 65 biens soient transférés au programme de contrôle institutionnel (« CI ») du gouvernement de la Saskatchewan. Nous nous attendons à ce que la CCSN tienne des audiences au cours de l'exercice 2019 pour approuver le transfert de plusieurs biens au CI et pour permettre un plan prévoyant le transfert d'autres biens à l'intérieur de la période des permis.

5.5 Mandat de vente de RTI

La CDEV a entrepris un processus de vente de RTI en novembre 2018 par l'entremise de ses conseillers financiers, Macquarie Capital Markets Canada Ltd. Il est prévu que la vente soit finalisée au cours de 2019.

5.6 Plan d'emprunt

Total des emprunts pour 2019 :

| | |
|---|---|
| Facilité de crédit pour l'acquisition : | 4,67 milliards de dollars |
| Facilité de crédit pour la construction : | 0,7 milliards de dollars |
| Facilité de crédit pour l'ONE : | néant (500 millions de dollars disponibles pour satisfaire aux exigences financières réglementaires de l'ONE) |

L'échéance de toutes les facilités est prorogée jusqu'au mois d'août 2023.

Transactions de location - La CDEV demande l'approbation du ministre des Finances pour des activités de location de CTM d'un montant de 12 millions de dollars pour une période maximale de sept ans.

5.7 Sommaire des risques et mesures d'atténuation des risques

La CDEV et ses filiales sont exposées à certains risques. Les risques liés à CTM et à la SGCH sont décrits en détail dans leurs plans d'entreprise respectifs (se reporter aux appendices B et C).

Financière Canada TMP a des risques financiers importants, y compris un écart déficitaire entre les revenus d'intérêts qu'elle reçoit de CTM et les charges d'intérêts qu'elle doit verser au compte du Canada, du fait que l'acquisition de CTM a été financée à 100 % par des capitaux empruntés et qu'une grande partie de l'acquisition visait des actifs en cours de développement et que ceux-ci ne génèrent pas d'entrées

de trésorerie. CTM possède également des pouvoirs d'emprunts moindres que le total des besoins financiers prévus pour l'ensemble du TMEP.

CEI est assujettie à des obligations importantes et ne peut obtenir des fonds additionnels. Elle s'en remet à Cameco pour gérer et budgéter les activités liées à la remise en état d'un site. Une mesure d'atténuation importante de ces risques réside dans le transfert des biens au contrôle institutionnel, ce qui aura pour effet de diminuer de façon importante les coûts de surveillance. Cependant, ces transferts ne suppriment pas complètement les obligations de CEI ayant trait à de futures incidences environnementales et les coûts financiers connexes.

6.0 SECTION FINANCIÈRE

6.1 Aperçu financier pour l'exercice 2018

La CDEV prévoit un bénéfice consolidé de 23 millions de dollars pour 2018, ce qui comprend un bénéfice de 76 millions de dollars provenant de la SGCH, un bénéfice d'exploitation de 29 millions de dollars (déduction faite des ajustements liés aux normes IFRS) de CTM moins la perte de 32 millions de dollars de TMP et moins les charges d'exploitation de la CDEV. La CDEV prévoit verser à l'État des dividendes de 118 millions de dollars en 2018, par rapport à des prévisions de 41 millions de dollars. (Se reporter aux tableaux 2 et 3 ci-dessous).

Il y a lieu de consulter l'appendice pour les prévisions financières pro forma (exercice clos en décembre) (Dans les tableaux suivants, les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué) :

- Tableau 1 – États consolidés de la situation financière
- Tableau 2 – Tableaux consolidés des flux de trésorerie
- Tableau 3 – États consolidés des variations des capitaux propres
- Tableau 4 – États consolidés du résultat global

Les principales hypothèses se rapportant aux tableaux susmentionnés sont décrites à la section 6.3.

6.2 Rapports financiers trimestriels

La CDEV publie des états financiers trimestriels, lesquels affichés en français et en anglais sur son site Web (www.cdev.gc.ca) dans les soixante jours suivant la fin de chaque trimestre.

6.3 Commentaires, faits saillants et principales hypothèses des prévisions financières

6.3.1 Sommaire financier pour la période visée par le plan d'entreprise

États résumés du résultat net et tableaux résumés des flux de trésorerie de la CDEV (de 2018 à 2023) :

| en millions de dollars (conformément aux IFRS) | Prévisions 2018 | Plan 2019 | Plan 2020 | Plan 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 |
|--|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ventes de pétrole de la SGCH (en millions de barils) | 3,0 | 3,1 | 3,1 | 2,5 | 2,5 | 2,7 |
| Prix par baril (en \$ CA) | 94 | 89 | 89 | 91 | 94 | 97 |
| Produits nets tirés du pétrole brut | 179 | 189 | 197 | 158 | 179 | 189 |
| | | | | | | |
| Flux de trésorerie liés à l'exploitation de la SGCH | 118 | 107 | 138 | 96 | 115 | 122 |
| Activités d'investissement | (32) | (64) | (53) | (55) | (81) | (71) |
| Dividendes de la SGCH versés à la CDEV | 108 | 63 | 84 | 40 | 35 | 50 |
| | | | | | | |
| Financière Canada TMP (perte nette) ** | (45) | (138) | (100) | (130) | (145) | (149) |
| | | | | | | |
| Flux de trésorerie liés à l'exploitation de CTM avant les variations des éléments du fonds de roulement* | 19 | 78 | 113 | 80 | 93 | (115) |
| Dépenses d'investissement des activités poursuivies de CTM | (7) | (56) | (38) | (35) | (36) | (38) |
| Dépenses d'investissement en trésorerie pour le TMEP | (188) | (399) | (28) | (29) | (29) | 0 |
| | | | | | | |
| Dividendes versés à l'État *** | 118 | 58 | 78 | 34 | 29 | 44 |
| | | | | | | |

*Des ajustements majeurs ont été apportés aux éléments hors caisse du fonds de roulement en raison du remboursement des primes au quai qui font partie des éléments courants et non courants, mais qui ne sont pas de nature opérationnelle.

**Des dépenses afférentes au TMEP continuent d'être engagées afin de maintenir le projet dans un état de préparation et d'éviter des coûts extraordinaires si le projet devait être arrêté complètement puis redémarré ultérieurement, notamment le paiement des sommes dues aux entrepreneurs et des commandes de conduites déjà engagées. Le montant tient compte d'intérêts inscrits à l'actif sur les coûts de construction engagés.

***Les dividendes ci-dessus sont basés sur les dividendes versés à la CDEV par la SGCH selon le plan d'entreprise de la SGCH. Les dividendes réels versés dépendront des entrées de trésorerie de la SGCH.

Les prévisions de produits de la SGCH

La SGCH ne possède qu'une seule source de produits : les ventes de pétrole brut. Comme il est indiqué ci-dessus, les produits et en définitive le bénéfice net et les dividendes de la CDEV versés à l'État sont tributaires du volume de ventes de pétrole brut de la SGCH et du prix du pétrole brut. Le volume de ventes devrait diminuer après 2020 en raison de l'épuisement naturel du champ. Le prix du pétrole brut fluctue, mais il n'existe pas de moyen fiable pour prédire le prix du pétrole brut à long terme puisque le marché à terme n'est pas fluide.

Emprunts à payer au Compte du Canada

En 2018, Financière Canada TMP a conclu une convention de prêt avec EDC pour financer l'acquisition de CTM et pour financer les coûts de construction au moyen d'une facilité de crédit d'un milliard de dollars pour une période d'un an échéant en août 2019. Une prolongation de la facilité de crédit pour la construction jusqu'en 2023 est demandée dans le plan d'entreprise de 2019, qui a été approuvé.

6.3.2 Hypothèses pour la période visée par le plan

Le présent plan d'entreprise repose sur les hypothèses suivantes :

La Corporation de développement des investissements du Canada (non consolidé)

- 1) Charges d'exploitation – Les prévisions financières supposent que la direction et le conseil d'administration continuent d'assurer une gestion rigoureuse des dépenses. Les charges d'administration (salaires, avantages sociaux et autres) sont d'environ 2,5 millions de dollars par année au cours de toute la période visée par le plan d'entreprise, soit un montant semblable aux prévisions de 2018.
- 2) Les honoraires professionnels engagés par la CDEV, Financière Canada TMP et CEI devraient être d'environ 6 millions de dollars pour l'exercice 2019. Les coûts les plus importants en 2019 se rapporteront au processus de vente de RTI, notamment les coûts des services de consultation juridiques et financiers.
- 3) Taux de change –le taux de change utilisé par la CDEV et toutes ses filiales est de 1,27 dollar canadien pour à 1 dollar américain.

La Société de gestion Canada Hibernia

- 4) Produits et charges d'exploitation – Les produits et charges d'exploitation sont présentés en détail à l'appendice C.

Canada Eldor Inc.

- 5) Les charges d'exploitation de CEI sont peu élevées étant donné que Cameco est responsable de la gestion de la remise en état du site. L'estimation des charges est déjà incluse dans les prévisions de remise en état du site. Les frais de remise en état du site, qui s'élèvent à 9 millions de dollars, devraient être engagés au cours de la période visée par le présent plan d'entreprise et, à l'heure actuelle, aucun changement dans les dispositions contractuelles n'est prévu. La majorité des coûts sont engagés au moment du transfert des biens au programme de contrôle institutionnel, ainsi que pour la surveillance à long terme et les frais réglementaires attendus en 2022 ou 2023. Il est présumé qu'il n'y aura aucun paiement relatif à un règlement du litige dans lequel CEI est la défenderesse.
- 6) Les intérêts sur les fonds déposés au compte du Trésor sont comptabilisés à un taux correspondant à 90 % du taux des bons du Trésor à 90 jours. Les réserves pour la remise en état d'un site sont majorées de 2 % par année pour tenir compte de l'inflation et actualisées au taux des bons du Trésor de 3 à 5 ans.

Financière Canada TMP Ltée

- 7) Les emprunts contractés auprès d'EDC portent intérêt au taux de 4,7 % par année et comprennent des commissions d'engagement de 0,065 % sur les montants non utilisés. Les prêts de CTM rapportent des intérêts de 5,0 %. La facilité de crédit pour l'ONE sera remboursée et remplacée par une facilité de crédit engagée non utilisée entre TMP ULC et EDC. La commission d'engagement sur la facilité de crédit de 500 millions de dollars pour l'ONE est de 0,30 %.

Corporation Trans Mountain

- 8) Dans les états financiers figurant au plan d'entreprise, il est présumé que les résultats d'exploitation du pipeline existant se maintiendront, les produits étant basés sur les droits approuvés par l'ONE et les charges d'exploitation engagées, sur l'exploitation et le maintien du pipeline Trans Mountain d'une capacité de 300 000 barils de pétrole par jour, et ce, d'une façon efficiente et conforme à son programme d'environnement, de santé et de sécurité ainsi qu'aux exigences de l'organisme de réglementation, l'ONE. CTM continue d'ajuster ses activités et engage des coûts liés aux TI et à d'autres activités afin de se détacher de l'ancien propriétaire, Kinder Morgan, et de fonctionner d'une façon indépendante. Afin de s'assurer d'avoir des données financières comparatives à l'égard de périodes antérieures ou de groupes de comparaison, CTM prépare ses états financiers selon le référentiel comptable des entreprises réglementées aux termes des PCGR des États-Unis. La CDEV doit également refléter les informations financières de CTM conformément aux IFRS aux fins de consolidation dans les comptes du gouvernement. La CDEV présente donc les postes de l'état du résultat net ci-dessous, à la fois conformément aux PCGR des États-Unis et aux IFRS avec les écritures d'ajustement appropriées.

| CTM en millions de dollars | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| BAIIA – PCGR des É.-U. | 184 | 204 | 204 | 184 | 203 |
| Ajustement des produits | (21) | 37 | | | 0 |
| Fonds devant être utilisés pendant la construction | 29 | 29 | 29 | 29 | 0 |
| BAIIA – IFRS | 192 | 270 | 233 | 213 | 203 |

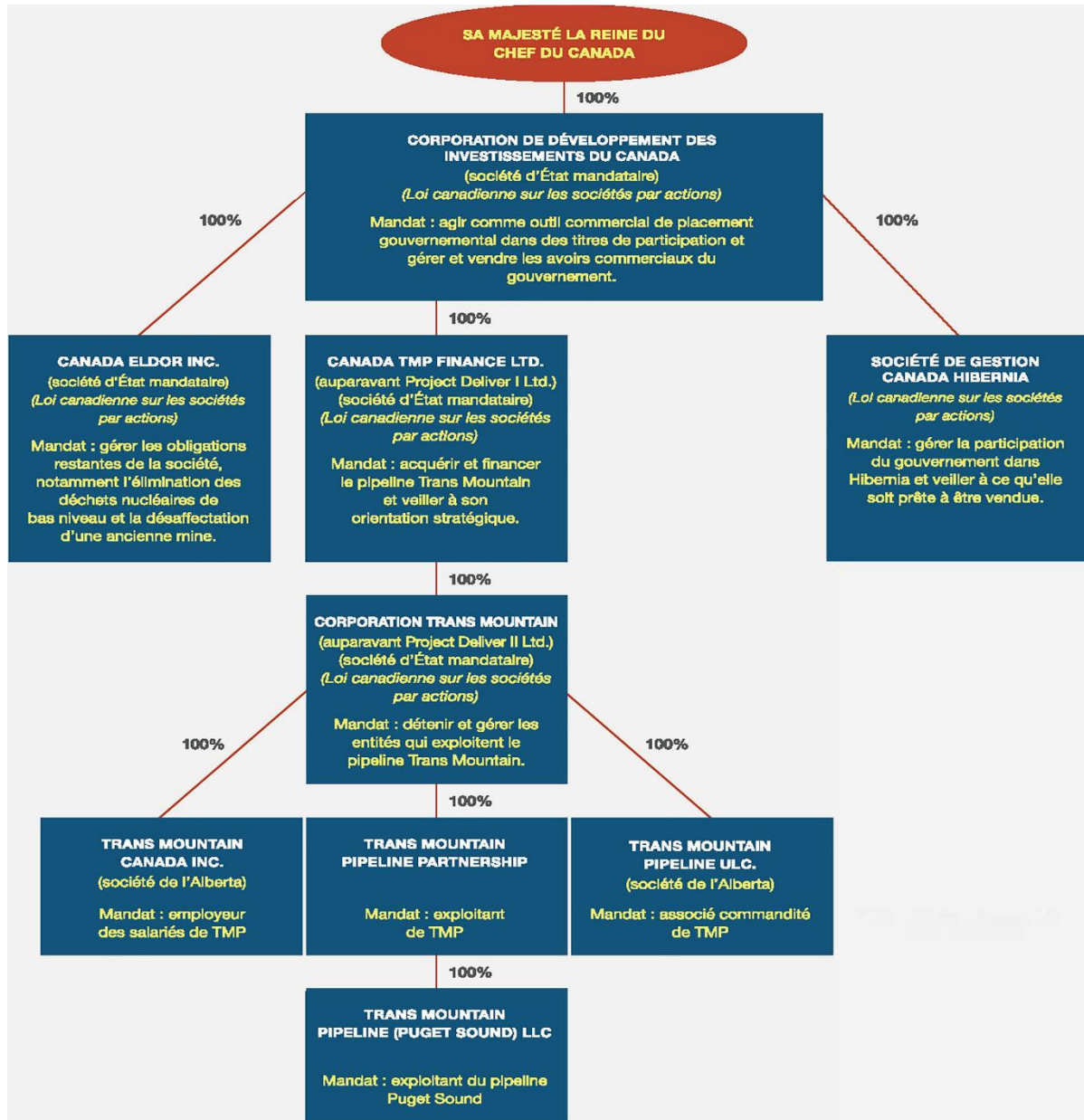
6.4 Budget d'investissement

La CDEV, la SGCH et CEI ne requièrent aucune dépense d'investissement pour du matériel ou pour d'autres acquisitions au cours de l'exercice 2019. Veuillez vous reporter aux budgets d'investissement de CTM et de la SGCH qui figurent aux appendices. La CDEV et CEI n'exercent pas d'activités hautement capitalistiques.

CTM entreprendra des projets d'investissement au titre de ses activités poursuivies au cours de l'exercice 2019 qui seront axés sur l'atténuation des risques naturels et la préservation de l'intégrité du réseau de pipelines, y compris le remplacement ou le renforcement des ouvrages de franchissement de cours d'eau. CTM entend aussi engager des dépenses pour son infrastructure de technologies de l'information et pour des logiciels. Au total, on prévoit des dépenses d'investissement de estimées à 455 millions de dollars, et 399 million de dollars dépenses au titre du TMEP.

Appendice A - 1

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA



TMP = raeau de pipeline
 Il'ans Mountain

Conseil d'administration

Stephen Swaffield, MBA²⁾

Président du conseil
Corporation de développement
des investissements du Canada
Président
CarbEx Consulting Inc.
Whistler (Colombie-Britannique)

Mary Ritchie, FCPA, FCA^{1), 2)}

Chef de la direction
Richford Holdings Ltd.
Edmonton (Alberta)

Darlene Halwas, CFA, ICD.D^{1), 3)}

Administratrice
Calgary (Alberta)

Sandra Rosch, MBA^{2), 3)}

Vice-présidente directrice et administratrice
Labrador Iron Ore Royalty Corporation
Toronto (Ontario)

Jennifer Reynolds, MBA^{1), 3)}

Présidente et chef de la direction
Toronto Financial International
Toronto (Ontario)

CDEV possède trois comités du conseil :

- 1) Comité d'audit
- 2) Comité de mise en candidature et de gouvernance
- 3) Comité des ressources humaines et de la rémunération

Dirigeants de la CDEV

Michael Carter

Vice-président principal et plus haut dirigeant

Andrew Stafli, CPA, CA, MBA

Vice-président, Finances

Zoltan Ambrus, CFA, LL.B, MBA

Vice-président

Noreen Flaherty, BA, LLB

Secrétaire générale

Appendice A-2 États financiers consolidés pro forma de la CDEV pour les exercices allant de 2017 à 2023

Tableau 1 - Bilan pro forma de la situation financière consolidée
en millions de dollars (31 déc.)

| | 2017 | 2018 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Chiffres réels | Plan | Prévisions | Plan | Plan | Plan | Plan | Plan |
| Actifs | | | | | | | | |
| Actifs courants | | | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 206,5 | 201,0 | 219,9 | 56,8 | 278,9 | 230,2 | 128,8 | (217,3) |
| Trésorerie soumise à restrictions | - | - | 51,0 | 51,0 | 51,0 | 51,0 | 51,0 | 51,0 |
| Créances | 22,2 | 37,3 | 117,4 | 129,8 | 99,5 | 99,5 | 100,5 | 84,5 |
| Impôt sur le résultat à recouvrer | 1,9 | 1,3 | - | - | - | - | - | - |
| Stocks | 4,3 | 2,5 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 |
| Charges payées d'avance | 0,3 | 0,3 | 14,3 | 11,3 | 11,3 | 11,3 | 15,3 | 15,3 |
| Placements détenus au titre d'obligations futures | 3,3 | 1,8 | 2,0 | 2,0 | 1,7 | 1,2 | 3,4 | 0,4 |
| | 238,4 | 244,1 | 408,8 | 255,1 | 446,6 | 397,4 | 303,1 | 61,9 |
| Actifs non courants | | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | 197,6 | 177,9 | 4 886,8 | 5 237,1 | 5 196,2 | 5 163,8 | 5 159,0 | 5 112,6 |
| Goodwill | - | - | 1 097,0 | 1 097,0 | 1 097,0 | 1 097,0 | 1 097,0 | 1 097,0 |
| Fonds pour abandon et risques | 123,0 | 136,9 | 136,7 | 151,3 | 154,2 | 157,3 | 160,3 | 163,4 |
| Actifs différé et autres actifs | - | - | 62,0 | 158,0 | 6,0 | 4,0 | 3,0 | 2,0 |
| Placements soumis à restrictions | 14,2 | 14,2 | 65,5 | 94,2 | 110,2 | 127,2 | 144,2 | 170,2 |
| Actifs d'impôt différé | 16,1 | 16,6 | 19,5 | 23,2 | 27,1 | 27,3 | 24,4 | 20,6 |
| Placements détenus au titre d'obligations futures | 13,6 | 15,2 | 10,0 | 10,3 | 5,8 | 6,5 | 4,5 | 2,6 |
| | 364,5 | 360,8 | 6 277,5 | 6 771,1 | 6 596,5 | 6 582,9 | 6 592,4 | 6 568,4 |
| | 602,9 | 604,8 | 6 686,3 | 7 026,2 | 7 043,0 | 6 980,3 | 6 895,5 | 6 506,5 |
| Passifs et capitaux propres | | | | | | | | |
| Passifs courants | | | | | | | | |
| Créditeurs et charges à payer | 16,2 | 21,6 | 139,5 | 140,8 | 166,4 | 157,5 | 123,6 | 250,7 |
| Autre passifs courants | - | - | 125,0 | 80,0 | 73,0 | 73,0 | 72,0 | 1,0 |
| Impôt sur le résultat à payer | - | - | 1,3 | 3,4 | 3,5 | 3,5 | 3,5 | 3,5 |
| Partie courante de l'obligation au titre des prestations définies | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Provision au titre de la remise en état d'un site | 3,1 | 1,6 | 1,9 | 1,9 | 1,6 | 1,1 | 3,2 | 0,3 |
| | 19,4 | 23,3 | 267,8 | 226,2 | 244,6 | 235,3 | 202,5 | 255,6 |
| Passifs non courants | | | | | | | | |
| Emprunts | - | - | 4 916,0 | 5 397,0 | 5 496,0 | 5 554,0 | 5 577,0 | 5 451,0 |
| Impôt sur le résultat différé | - | - | 613,0 | 609,0 | 583,0 | 554,0 | 557,0 | 323,0 |
| Provision au titre des obligations de démantèlement | 133,4 | 130,2 | 462,0 | 473,2 | 484,5 | 496,1 | 507,8 | 519,7 |
| Obligation au titre des prestations définies | 1,5 | 1,5 | 65,5 | 65,4 | 65,3 | 65,2 | 64,1 | 64,0 |
| Provision au titre de la remise en état d'un site | 9,0 | 7,4 | 7,5 | 5,8 | 4,4 | 3,4 | 0,3 | - |
| Obligation locative | - | - | - | 0,7 | 0,6 | 0,4 | 0,3 | 0,1 |
| Autres passifs non courants | - | - | 11,0 | 26,0 | 42,0 | 58,0 | 75,0 | 101,0 |
| | 143,9 | 139,1 | 6 075,0 | 6 577,1 | 6 675,8 | 6 731,1 | 6 781,4 | 6 458,8 |
| Capitaux propres | | | | | | | | |
| Capital social | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Surplus d'apport | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 |
| Deficit accumulé | (163,8) | (160,9) | (258,8) | (379,5) | (479,6) | (588,3) | (690,6) | (810,2) |
| Cumul des autres éléments du résultat global | - | - | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) |
| | 439,5 | 442,4 | 343,5 | 222,8 | 122,7 | 14,0 | (88,3) | (207,9) |
| | 602,9 | 604,8 | 6 686,3 | 7 026,2 | 7 043,0 | 6 980,3 | 6 895,6 | 6 506,6 |

Note - se reporter aux annexes B et C pour les états financiers détaillés de la CTM et SGCH

La Corporation de développement des investissements du Canada
Résumé du plan d'entreprise de 2019 à 2023

Tableau 2 - État pro forma des flux de trésorerie consolidée
en millions de dollars (31 déc.)

| | 2017 | 2018 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|----------------|---------------|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Chiffres réels | Plan | Prévisions | Plan | Plan | Plan | Plan | Plan |
| Flux de trésorerie liés aux activités suivantes : | | | | | | | | |
| Activités opérationnelles | | | | | | | | |
| Bénéfice | 67,9 | 39,6 | 22,0 | (63,6) | (22,0) | (74,7) | (73,3) | (75,6) |
| Ajustements | | | | | | | | |
| Épuisement et amortissement | 50,7 | 46,7 | 79,8 | 154,9 | 158,8 | 152,9 | 151,9 | 156,1 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 28,4 | 19,4 | 31,1 | 33,4 | 34,5 | 25,1 | 31,8 | 32,7 |
| Prestations définies versées en sus des charges | (0,1) | (0,1) | 0,1 | (0,1) | (0,1) | (0,1) | (0,1) | (0,1) |
| Produits d'intérêts | (3,2) | (0,3) | (4,4) | (4,8) | (4,5) | (4,5) | (4,6) | (4,6) |
| Désactualisation | 2,9 | 3,2 | 6,1 | 11,2 | 11,4 | 11,5 | 11,7 | 11,9 |
| Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site | 1,5 | (2,4) | (2,8) | (1,7) | (1,7) | (1,5) | (1,0) | (3,2) |
| Actifs d'impôt différé | - | - | (8,0) | (4,0) | (26,0) | (28,0) | 5,0 | (234,0) |
| Intérêts reçus | 3,0 | - | 4,2 | 4,5 | 4,3 | 4,4 | 4,4 | 4,5 |
| Provisions réglées | (5,1) | (2,8) | (2,5) | (3,7) | (1,1) | - | - | - |
| Impôt sur le résultat payé | (46,6) | (18,9) | (31,4) | (35,0) | (38,3) | (25,2) | (28,9) | (28,9) |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | 99,5 | 84,5 | 94,1 | 91,1 | 115,1 | 59,8 | 96,9 | (141,2) |
| | 9,1 | (7,2) | (110,0) | (138,1) | 220,7 | 8,0 | (26,1) | 101,0 |
| | 108,6 | 77,3 | (15,9) | (47,0) | 335,8 | 67,8 | 70,8 | (40,2) |
| Activités de financement | | | | | | | | |
| Dividendes versés | (91,0) | (41,0) | (118,0) | (58,0) | (78,0) | (34,0) | (29,0) | (44,0) |
| Remboursement de l'emprunt | - | - | (559,0) | - | - | - | - | - |
| Produit tiré de l'émission de titre d'emprunt | - | - | 4 916,0 | 481,0 | 99,0 | 58,0 | 24,0 | (126,0) |
| | (91,0) | (41,0) | 4 239,0 | 423,0 | 21,0 | 24,0 | (5,0) | (170,0) |
| Activités d'investissement | | | | | | | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (23,2) | (25,6) | (219,0) | (499,6) | (120,7) | (120,6) | (147,1) | (110,7) |
| Acquisition, déduction faite de la trésorerie acquise | - | - | (3 925,0) | - | - | - | - | - |
| Contributions à la fiducie | - | - | (8,0) | (16,0) | (16,0) | (17,0) | (17,0) | (27,0) |
| Retrait du compte du Trésor du Canada | - | - | 5,0 | - | 5,0 | - | - | 5,0 |
| Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus en main tierce | - | - | 5,7 | (12,7) | - | - | - | - |
| Acquisition de placements détenus au titre d'obligations futures | (7,9) | (13,9) | (13,6) | (14,6) | (2,9) | (3,0) | (3,1) | (3,1) |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | - | - | (3,8) | 3,8 | 0,0 | - | - | - |
| | (31,1) | (39,5) | (4 158,7) | (539,2) | (134,6) | (140,6) | (167,2) | (135,9) |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie | (13,5) | (3,2) | 64,4 | (163,2) | 222,2 | (48,7) | (101,4) | (346,1) |
| Trésorerie à l'ouverture de l'exercice | 219,9 | 204,1 | 206,5 | 270,9 | 107,7 | 329,9 | 281,2 | 179,8 |
| Trésorerie à la clôture de l'exercice | 206,5 | 201,0 | 270,9 | 107,7 | 329,9 | 281,2 | 179,8 | (166,3) |

La Corporation de développement des investissements du Canada
Résumé du plan d'entreprise de 2019 à 2023

Tableau 3 - État pro forma des variations des capitaux propres consolidé
en millions de dollars (31 déc.)

| | 2017 | 2018 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|----------------|---------|------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| | Chiffres réels | Plan | Prévisions | Plan | Plan | Plan | Plan | Plan |
| Capital-actions | | | | | | | | |
| Solde à l'ouverture et à la clôture de l'exercice | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Surplus d'apport | | | | | | | | |
| Solde à l'ouverture et à la clôture de l'exercice | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 |
| Bénéfices non répartis (Defiat accumulé) | | | | | | | | |
| Solde à l'ouverture de l'exercice | (140,7) | (159,5) | (163,8) | (258,8) | (379,5) | (479,6) | (588,3) | (690,6) |
| Bénéfice net | 67,9 | 39,6 | 23,0 | (62,7) | (22,1) | (74,7) | (73,3) | (75,6) |
| Dividendes | (91,0) | (41,0) | (118,0) | (58,0) | (78,0) | (34,0) | (29,0) | (44,0) |
| Solde à la clôture de l'exercice | (163,8) | (160,9) | (258,8) | (379,5) | (479,6) | (588,3) | (690,6) | (810,2) |
| Cumul des autres éléments du résultat global | | | | | | | | |
| Solde à l'ouverture de l'exercice | - | - | - | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) |
| Écart de conversion | - | - | (1,0) | - | - | - | - | - |
| Solde à la clôture de l'exercice | - | - | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) |
| Capitaux propres à la clôture de l'exercice | | | | | | | | |
| | 439,5 | 442,4 | 343,5 | 222,8 | 122,7 | 14,0 | (88,3) | (207,9) |

La Corporation de développement des investissements du Canada
Résumé du plan d'entreprise de 2019 à 2023

Tableau 4 - État pro forma du résultat global consolidé
en millions de dollars (31 déc.)

| | 2017 | 2018 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|----------------|-------------|-------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Chiffres réels | Plan | Prévisions | Plan | Plan | Plan | Plan | Plan |
| Produits | | | | | | | | |
| Produit net tiré du pétrole brut | 183.2 | 143.1 | 179.4 | 189.0 | 197.3 | 157.9 | 178.5 | 189.2 |
| Produits tirés du transport | - | - | 119.0 | 353.0 | 410.0 | 381.0 | 393.0 | 373.0 |
| Revenus locatifs | - | - | 19.0 | 56.0 | 56.0 | 54.0 | 49.0 | 49.0 |
| Profit de change | 2.2 | - | - | - | - | - | - | - |
| Autre produits | - | - | 1.0 | 2.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 |
| Produits d'intérêts | 3.2 | 6.7 | 9.2 | 13.7 | 14.4 | 14.5 | 14.5 | (165.4) |
| | 188.6 | 149.8 | 327.6 | 614.7 | 678.8 | 608.3 | 636.1 | 446.7 |
| Charges | | | | | | | | |
| Épuisement et amortissement | 50.7 | 46.7 | 79.8 | 154.9 | 158.8 | 152.9 | 151.9 | 156.1 |
| Frais de production et charges opérationnelles | 21.7 | 27.6 | 27.5 | 27.3 | 32.9 | 33.7 | 30.9 | 34.4 |
| Exploitation du pipeline | - | - | 45.0 | 113.0 | 93.0 | 96.0 | 119.0 | 105.0 |
| Honoraires | 5.3 | 8.6 | 8.8 | 7.3 | 6.4 | 6.2 | 6.5 | 6.8 |
| Perte (gain) de change | 4.2 | - | (0.2) | - | - | - | - | - |
| Salaires et avantages du personnel | 4.9 | 3.5 | 16.9 | 69.9 | 66.9 | 69.0 | 72.1 | 74.2 |
| Révision d'estimations relativement à la provision au titre de la remise en état d'un site | 1.4 | - | (0.1) | - | - | - | - | - |
| Autres charges | 1.1 | 1.1 | 5.1 | 7.9 | 8.9 | 8.9 | 8.9 | 10.0 |
| | 89.3 | 87.5 | 182.8 | 380.3 | 367.0 | 366.7 | 389.3 | 386.5 |
| Charges financières | | | | | | | | |
| Charge d'intérêts | - | - | 81.5 | 241.4 | 256.0 | 259.7 | 261.6 | 80.2 |
| Désactualisation des obligations de démantèlement | 2.8 | 3.2 | 3.1 | 3.2 | 3.4 | 3.5 | 3.7 | 3.9 |
| Désactualisation de la provision au titre de la remise en état d'un site | 0.1 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| | 2.9 | 3.3 | 84.7 | 244.7 | 259.5 | 263.3 | 265.4 | 84.1 |
| Bénéfice avant impôt sur le résultat | 96.4 | 59.0 | 60.2 | (10.3) | 52.3 | (21.7) | (18.6) | (23.9) |
| Impôt sur le résultat | | | | | | | | |
| Impôt exigible | 31.1 | 22.0 | 40.6 | 56.1 | 78.3 | 53.3 | 51.9 | 47.9 |
| Impôt différé | (2.6) | (2.6) | (3.4) | (3.7) | (3.9) | (0.2) | 2.9 | 3.8 |
| | 28.4 | 19.4 | 37.1 | 52.4 | 74.5 | 53.1 | 54.8 | 51.7 |
| Bénéfice | 67.9 | 39.6 | 23.0 | (62.7) | (22.1) | (74.7) | (73.3) | (75.6) |
| Autres éléments du résultat global | | | | | | | | |
| Variation de la juste valeur d'actifs financiers disponibles à la vente | - | - | (1.0) | - | - | - | - | - |
| | | | (1.0) | - | - | - | - | - |
| Résultat global | 67.9 | 39.6 | 22.0 | (62.7) | (22.1) | (74.7) | (73.3) | (75.6) |

ANNEXE AU PLAN D'ENTREPRISE DE 2019 À 2023 DE LA CDEV

Si le gouverneur en conseil enjoignait l'Office national de l'énergie de délivrer un certificat visant le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain en vertu de l'alinéa 54(1) a) de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, les entreprises, les activités et les investissements décrits dans le présent supplément seraient réputés s'appliquer à Trans Mountain Corporation et ses filiales.

Le précédent plan d'entreprise « principal » de la CDEV, rédigé séparément, prévoit que le décret pour l'approbation du TMEP n'est pas émis et qu'il n'y aura pas de dépenses liées à la construction en 2019 ou ultérieurement, sauf de menues dépenses de planification, des paiements aux entrepreneurs non liés à la construction pour l'élaboration de plans de construction et le paiement de frais engagés pour l'achat de conduites et de matériel commandés antérieurement. Veuillez vous reporter à l'appendice B – Plan d'entreprise de CTM, pour de plus amples renseignements sur CTM.

Pouvoirs d'emprunts additionnels demandés dans cette annexe :

1. Une augmentation de la facilité de crédit pour la construction, la faisant passer de 1 milliard de dollars à 4 milliards de dollars, et le report de la date d'échéance de la facilité, la faisant passer du mois d'août 2020 (demandé au plan d'entreprise principal) au mois d'août 2023, et l'autorisation de conclure des contrats de location jusqu'à concurrence de 60 millions de dollars.
2. L'approbation du budget d'investissement révisé de TMEP pour les exercices allant de 2019 à 2023
3. L'autorisation pour CTM d'entreprendre toutes les activités liées à l'obtention de permis, à l'acquisition de terrains, à la construction en vue d'exécuter la construction du TMEP conformément au certificat de commodité et de nécessité publiques (le « CCNP ») qui devrait être délivré à la suite de l'émission, le cas échéant, d'un décret approuvant le projet.
4. L'autorisation pour la CDEV et Financière Canada TMP d'entreprendre les activités requises liées à la réalisation du projet.

Principaux objectifs

Si un décret émis pour le TMEP :

- CTM finalisera ses estimations de coûts et le calendrier.
- CTM entreprendra les activités liées à l'obtention de permis, à l'acquisition de terrains, aux contrats et aux contrats de sous-traitance et aux activités liées à la construction conformément aux dispositions du certificat de commodité et de nécessité publiques délivré par l'ONE. Le CCNP donne le pouvoir à CTM d'entreprendre les activités décrites précédemment.
- CTM utilisera son entente de financement avec Financière Canada TMP afin de financer ses activités de construction et ses activités connexes.

Financière Canada TMP :

- Conclura une convention de facilité de crédit révisée pour la construction d'un montant de quatre milliards de dollars échéant en août 2023.
- Entreprendra toute autre activité requise pour aider CTM dans la mise en œuvre du TMEP.
- Poursuivra ses pourparlers avec le gouvernement afin d'assurer un financement pour la durée entière du TMEP.

Corporation Trans Mountain

Veillez-vous reporter à l'appendice B – ANNEXE pour obtenir de plus amples renseignements sur les objectifs et les stratégies de CTM. Les dépenses d'investissement pour le TMEP qui figurent aux états pro forma ci-joints sont fournies à titre indicatif seulement puisqu'une estimation détaillée des coûts du TMEP n'a pas encore été élaborée par CTM. Un calendrier de développement sera d'abord finalisé et, en fonction de ce calendrier, une estimation détaillée des coûts et du budget pour le projet pourra être réalisée.

Le budget d'investissement en trésorerie pour le TMEP devrait se chiffrer à 1,3 milliard de dollars en 2019. Au cours des premier et deuxième trimestres de 2019, les dépenses sont concentrées sur des activités qui gardent le projet dans un état de préparation, y compris des dépenses liées aux activités administratives, notamment l'acquisition de permis, de planification et d'établissement du budget. Au cours des troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2019, les dépenses comprennent des dépenses liées aux activités de construction telles que le terrassement et l'excavation et les fondations pour les stations de pompage ainsi que des travaux liés au défrichage et au nivellement sur plusieurs tronçons de pipeline, à la préparation du percement du tunnel de la montagne à Burnaby et à l'achat d'environ deux dizaines de foreuses horizontales sous-marines. Une réserve pour éventualités de 800 millions de dollars a été incluse, s'ajoutant au montant estimé de 1,4 milliard de dollars dépenses d'investissement. Cela permet également à CTM de prendre certains engagements de construction qui se prolongent au-delà de décembre 2019.

Financière Canada TMP Ltée

Le plan de financement à long terme de Financière Canada TMP (« Financière Canada TMP ») est encore en voie d'élaboration avec le gouvernement. Dans la présente annexe, il est présumé que tout soutien financier du gouvernement sera assuré par l'entremise de prêts provenant du Compte du Canada.

Sommaire des risques et des mesures d'atténuation des risques

La mise en œuvre d'un projet de l'ampleur du TMEP implique de prendre des engagements importants pour assurer l'obtention des ressources nécessaires à la construction. CTM peut prendre des engagements envers la construction qui vont au-delà de son plan d'emprunt de 2019 et qui sont conformes à son plan d'entreprise. En entreprenant le TMEP, la CDEV encourt des risques importants, y compris le risque

lié aux remboursements des prêts que celle-ci a reçus ainsi que les risques commerciaux et financiers liés au développement du TMEP.

Section financière

Les principales incidences sur les résultats financiers de 2019 de CTM si le TMEP va de l'avant sont les suivantes :

1. Une augmentation des emprunts de Financière Canada TMP de 2,3 milliards de dollars.
2. Une augmentation des dépenses d'investissement de CTM de 900 millions de dollars, plus la réserve pour éventualités, ce qui donne lieu à un montant plus élevé au titre des immobilisations corporelles des travaux en cours.

Budget d'investissement

Le budget d'investissement de CTM pour 2019 est de 1,3 milliard de dollars en présumant que le décret pour le TMEP est émis, ce qui représente un montant de 900 millions de dollars plus élevé que selon le scénario du statu quo sans cette approbation. Les matériaux liés aux conduites au montant de 400 millions de dollars représentent la plus importante tranche de ce montant, suivie d'un montant de 200 millions de dollars pour les travaux liés à l'agrandissement du quai de Westridge. Une révision de l'estimation des coûts est en cours et ces chiffres sont provisoires.

Plan d'emprunt aux termes de l'annexe

Total des emprunts pour 2019

| | |
|---|---|
| Facilité de crédit pour l'acquisition | 4,67 milliards de dollars |
| Facilité de crédit pour la construction | 2,3 milliards de dollars* |
| Facilité de crédit pour l'ONE | néant (500 millions de dollars pour satisfaire aux exigences financières réglementaires de l'ONE) |

L'échéance de toutes les facilités est prorogée jusqu'au mois d'août 2023.

* La limite de la facilité de crédit pour la construction augmentera à 4 milliards de dollars en 2020.

Conclure des contrats de location d'un maximum de 60 millions de dollars.

Annexe Appendice A-3 États financiers consolidés pro forma de la CDEV pour les exercices allant de 2017 à 2023

Tableau 1 - Bilan pro forma de la situation financière consolidée en millions de dollars (31 déc.)

| | 2017 | 2018 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | Chiffres réels | Plan | Prévisions | Plan | Plan | Plan | Plan | Plan |
| Actifs | | | | | | | | |
| Actifs courants | | | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 206,5 | 201,0 | 219,9 | 218,9 | 219,1 | 316,9 | 251,2 | 186,6 |
| Trésorerie soumise à restrictions | - | - | 51,0 | 51,0 | 51,0 | 51,0 | 51,0 | 51,0 |
| Créances | 22,2 | 37,3 | 117,4 | 129,8 | 99,5 | 99,5 | 100,5 | 224,5 |
| Impôt sur le résultat à recouvrer | 1,9 | 1,3 | - | - | - | - | - | - |
| Stocks | 4,3 | 2,5 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 |
| Charges payées d'avance | 0,3 | 0,3 | 14,3 | 11,3 | 11,3 | 11,3 | 17,3 | 17,3 |
| Placements détenus au titre d'obligations futures | 3,3 | 1,8 | 2,0 | 2,0 | 1,7 | 1,2 | 3,4 | 0,4 |
| | 238,4 | 244,1 | 408,8 | 417,2 | 386,8 | 484,1 | 427,5 | 483,9 |
| Actifs non courants | | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | 197,6 | 177,9 | 4 886,8 | 6 292,1 | 7 977,2 | 10 485,8 | 11 589,0 | 11 303,6 |
| Goodwill | - | - | 1 097,0 | 1 097,0 | 1 097,0 | 1 097,0 | 1 097,0 | 1 097,0 |
| Fonds pour abandon et risques | 123,0 | 136,9 | 136,7 | 151,3 | 154,2 | 157,3 | 160,3 | 163,4 |
| Actifs différé et autres actifs | - | - | 62,0 | 158,0 | 230,0 | 164,0 | 125,0 | 101,0 |
| Placements soumis à restrictions | 14,2 | 14,2 | 65,5 | 94,2 | 110,2 | 127,2 | 144,2 | 169,2 |
| Actifs d'impôt différé | 16,1 | 16,6 | 19,5 | 23,2 | 27,1 | 27,3 | 24,4 | 20,6 |
| Placements détenus au titre d'obligations futures | 13,6 | 15,2 | 10,0 | 10,3 | 5,8 | 6,5 | 4,5 | 2,6 |
| | 364,5 | 360,8 | 6 277,5 | 7 826,1 | 9 601,5 | 12 064,9 | 13 144,4 | 12 857,4 |
| | 602,9 | 604,9 | 6 686,3 | 8 243,3 | 9 988,3 | 12 549,1 | 13 571,9 | 13 341,3 |
| Passifs et capitaux propres | | | | | | | | |
| Passifs courants | | | | | | | | |
| Créditeurs et charges à payer | 16,2 | 21,6 | 139,5 | 302,8 | 252,4 | 325,5 | 129,6 | 295,7 |
| Autre passifs courants | - | - | 125,0 | 80,0 | 73,0 | 73,0 | 72,0 | 1,0 |
| Impôt sur le résultat à payer | - | - | 1,3 | 3,4 | 3,5 | 3,5 | 3,5 | 3,5 |
| Partie courante de l'obligation au titre des prestations définies | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Provision au titre de la remise en état d'un site | 3,1 | 1,6 | 1,9 | 1,9 | 1,6 | 1,1 | 3,2 | 0,3 |
| | 19,4 | 23,3 | 267,8 | 388,2 | 330,6 | 403,3 | 208,5 | 300,6 |
| Passifs non courants | | | | | | | | |
| Emprunts | - | - | 4 916,0 | 6 457,0 | 8 389,0 | 11 062,0 | 12 470,0 | 11 602,0 |
| Impôt sur le résultat différé | - | - | 613,0 | 610,0 | 584,0 | 556,0 | 560,0 | 542,0 |
| Provision au titre des obligations de démantèlement | 133,4 | 130,2 | 462,0 | 473,2 | 484,5 | 496,1 | 507,8 | 519,7 |
| Obligation au titre des prestations définies | 1,5 | 1,5 | 65,5 | 65,4 | 65,3 | 65,2 | 64,1 | 64,0 |
| Provision au titre de la remise en état d'un site | 9,0 | 7,4 | 7,5 | 5,8 | 4,4 | 3,4 | 0,3 | - |
| Obligation locative | - | - | - | 0,7 | 0,6 | 0,4 | 0,3 | 0,1 |
| Autres passifs non courants | - | - | 11,0 | 26,0 | 42,0 | 58,0 | 75,0 | 101,0 |
| | 143,9 | 139,1 | 6 075,0 | 7 638,1 | 9 569,8 | 12 241,1 | 13 677,4 | 12 828,8 |
| Capitaux propres | | | | | | | | |
| Capital social | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Surplus d'apport | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 |
| Déficit accumulé | (163,8) | (160,9) | (258,8) | (385,4) | (514,4) | (697,6) | (916,3) | (390,5) |
| Cumul des autres éléments du résultat global | - | - | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) |
| | 439,5 | 442,4 | 343,5 | 216,9 | 87,9 | (95,3) | (314,0) | 211,8 |
| | 602,9 | 604,8 | 6 686,3 | 8 243,3 | 9 988,2 | 12 549,0 | 13 571,8 | 13 341,3 |

Note - se reporter aux annexes B et C pour les états financiers détaillés de la CTM et SGCH

La Corporation de développement des investissements du Canada
Résumé du plan d'entreprise de 2019 à 2023

Tableau 2 - État pro forma des flux de trésorerie consolidé
en millions de dollars (31 déc.)

| | 2017 | 2018 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|----------------|---------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| | Chiffres réels | Plan | Prévisions | Plan | Plan | Plan | Plan | Plan |
| Flux de trésorerie liés aux activités suivantes : | | | | | | | | |
| Activités opérationnelles | | | | | | | | |
| Bénéfice | 67,9 | 39,6 | 22,0 | (68,5) | (50,9) | (149,2) | (189,8) | 569,9 |
| Ajustements | | | | | | | | |
| Épuisement et amortissement | 50,7 | 46,7 | 79,8 | 154,9 | 158,8 | 152,9 | 151,9 | 396,1 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 28,4 | 19,4 | 31,1 | 33,4 | 34,5 | 25,1 | 31,8 | 32,7 |
| Prestations définies versées en sus des charges | (0,1) | (0,1) | 0,1 | (0,1) | (0,1) | (0,1) | (0,1) | (0,1) |
| Produits d'intérêts | (3,2) | (0,3) | (4,4) | (4,8) | (4,5) | (4,5) | (4,6) | (4,6) |
| Désactualisation | 2,9 | 3,2 | 6,1 | 11,2 | 11,4 | 11,5 | 11,7 | 11,9 |
| Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site | 1,5 | (2,4) | (2,8) | (1,7) | (1,7) | (1,5) | (1,0) | (3,2) |
| Actifs d'impôt différé | - | - | (8,0) | (4,0) | (26,0) | (28,0) | 5,0 | (18,0) |
| Intérêts reçus | 3,0 | - | 4,2 | 4,5 | 4,3 | 4,4 | 4,4 | 4,5 |
| Provisions réglées | (5,1) | (2,8) | (2,5) | (3,7) | (1,1) | - | - | - |
| Impôt sur le résultat payé | (46,6) | (18,9) | (31,4) | (35,0) | (38,3) | (25,2) | (28,9) | (28,9) |
| | 99,5 | 84,5 | 94,1 | 86,2 | 86,2 | (14,6) | (19,6) | 960,3 |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | 9,1 | (7,2) | (110,0) | (138,1) | (2,3) | 73,0 | 10,9 | 123,0 |
| | 108,6 | 77,3 | (15,9) | (51,9) | 83,9 | 58,4 | (8,7) | 1 083,3 |
| Activités de financement | | | | | | | | |
| Dividendes versés | (91,0) | (41,0) | (118,0) | (58,0) | (78,0) | (34,0) | (29,0) | (44,0) |
| Remboursement de l'emprunt | - | - | (559,0) | - | - | - | - | - |
| Produit tiré de l'émission de titre d'emprunt | - | - | 4 916,0 | 1 541,0 | 1 932,0 | 2 673,0 | 1 408,0 | (868,0) |
| | (91,0) | (41,0) | 4 239,0 | 1 483,0 | 1 854,0 | 2 639,0 | 1 379,0 | (912,0) |
| Activités d'investissement | | | | | | | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (23,2) | (25,6) | (219,0) | (1 392,6) | (1 923,7) | (2 579,6) | (1 416,1) | (210,7) |
| Acquisition, déduction faite de la trésorerie acquise | - | - | (3 925,0) | - | - | - | - | - |
| Contributions à la fiducie | - | - | (8,0) | (16,0) | (16,0) | (17,0) | (17,0) | (27,0) |
| Retrait du compte du Trésor du Canada | - | - | 5,0 | - | 5,0 | - | - | 5,0 |
| Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus en main tierce | - | - | 5,7 | (12,7) | - | - | - | - |
| Acquisition de placements détenus au titre d'obligations futures | (7,9) | (13,9) | (13,6) | (14,6) | (2,9) | (3,0) | (3,1) | (3,1) |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | - | - | (3,8) | 3,8 | 0,0 | - | - | - |
| | (31,1) | (39,5) | (4 158,7) | (1 432,2) | (1 937,6) | (2 599,6) | (1 436,2) | (235,9) |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie | (13,5) | (3,2) | 64,4 | (1,1) | 0,3 | 97,8 | (65,8) | (64,6) |
| Trésorerie à l'ouverture de l'exercice | 219,9 | 204,1 | 206,5 | 270,9 | 269,8 | 270,1 | 368,0 | 302,1 |
| Trésorerie à la clôture de l'exercice | 206,5 | 201,0 | 270,9 | 269,8 | 270,1 | 368,0 | 302,1 | 237,6 |

La Corporation de développement des investissements du Canada
Résumé du plan d'entreprise de 2019 à 2023

Tableau 3 - État pro forma des variations des capitaux propres consolidée
en millions de dollars (31 déc.)

| | 2017 | 2018 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|-----------------------|----------------|-------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | <u>Chiffres réels</u> | <u>Plan</u> | <u>Prévisions</u> | <u>Plan</u> | <u>Plan</u> | <u>Plan</u> | <u>Plan</u> | <u>Plan</u> |
| Capital-actions | | | | | | | | |
| Solde à l'ouverture et à la clôture de l'exercice | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Surplus d'apport | | | | | | | | |
| Solde à l'ouverture et à la clôture de l'exercice | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 | 603,3 |
| Bénéfices non répartis (Defiat accumulé) | | | | | | | | |
| Solde à l'ouverture de l'exercice | (140,7) | (159,5) | (163,8) | (258,8) | (385,4) | (514,4) | (697,6) | (916,3) |
| Bénéfice net | 67,9 | 39,6 | 23,0 | (68,6) | (51,0) | (149,2) | (189,8) | 569,9 |
| Dividendes | (91,0) | (41,0) | (118,0) | (58,0) | (78,0) | (34,0) | (29,0) | (44,0) |
| Solde à la clôture de l'exercice | (163,8) | (160,9) | (258,8) | (385,4) | (514,4) | (697,6) | (916,3) | (390,5) |
| Cumul des autres éléments du résultat global | | | | | | | | |
| Solde à l'ouverture de l'exercice | - | - | - | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) |
| Écart de conversion | - | - | (1,0) | - | - | - | - | - |
| Solde à la clôture de l'exercice | - | - | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) | (1,0) |
| Capitaux propres à la clôture de l'exercice | | | | | | | | |
| | 439,5 | 442,4 | 343,5 | 216,9 | 87,9 | (95,3) | (314,0) | 211,8 |

La Corporation de développement des investissements du Canada
Résumé du plan d'entreprise de 2019 à 2023

Tableau 4 - État pro forma du résultat global consolidé
en millions de dollars (31 déc.)

| | 2017 | 2018 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|----------------|-------------|-------------|---------------|---------------|----------------|----------------|--------------|
| | Chiffres réels | Plan | Prévisions | Plan | Plan | Plan | Plan | Plan |
| Produits | | | | | | | | |
| Produit net tiré du pétrole brut | 183.2 | 143.1 | 179.4 | 189.0 | 197.3 | 157.9 | 178.5 | 189.2 |
| Produits tirés du transport | - | - | 119.0 | 353.0 | 410.0 | 381.0 | 393.0 | 1,832.0 |
| Revenus locatifs | - | - | 19.0 | 56.0 | 56.0 | 54.0 | 49.0 | 49.0 |
| Profit de change | 2.2 | - | - | - | - | - | - | - |
| Autre Produits | - | - | 1.0 | 2.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 |
| Produits d'intérêts | 3.2 | 6.7 | 9.2 | 34.7 | 78.4 | 137.5 | 189.5 | 6.6 |
| | 188.6 | 149.8 | 327.6 | 634.7 | 742.8 | 731.3 | 811.1 | 2,077.7 |
| Charges | | | | | | | | |
| Épuisement et amortissement | 50.7 | 46.7 | 79.8 | 154.9 | 158.8 | 152.9 | 151.9 | 396.1 |
| Frais de production et charges opérationnelles | 21.7 | 27.6 | 27.5 | 27.3 | 32.9 | 33.7 | 30.9 | 34.4 |
| Exploitation du pipeline | - | - | 45.0 | 113.0 | 93.0 | 96.0 | 119.0 | 260.0 |
| Honoraires | 5.3 | 8.6 | 8.8 | 7.3 | 6.4 | 6.2 | 6.5 | 6.8 |
| Perte (gain) de change | 4.2 | - | (0.2) | - | - | - | - | - |
| Salaires et avantages du personnel | 4.9 | 3.5 | 16.9 | 69.9 | 66.9 | 69.0 | 72.1 | 101.2 |
| Révision d'estimations relativement à la provision au titre de la remise en état d'un site | 1.4 | - | (0.1) | - | - | - | - | - |
| Autres charges | 1.1 | 1.1 | 5.1 | 7.9 | 8.9 | 8.9 | 8.9 | 29.0 |
| | 89.3 | 87.5 | 182.8 | 380.3 | 367.0 | 366.7 | 389.3 | 827.5 |
| Charges financières | | | | | | | | |
| Charge d'intérêts | - | - | 81.5 | 267.3 | 348.9 | 457.1 | 553.0 | 565.7 |
| Désactualisation des obligations de démantèlement | 2.8 | 3.2 | 3.1 | 3.2 | 3.4 | 3.5 | 3.7 | 3.9 |
| Désactualisation de la provision au titre de la remise en état d'un site | 0.1 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| | 2.9 | 3.3 | 84.7 | 270.6 | 352.4 | 460.7 | 556.8 | 569.7 |
| Bénéfice avant impôt sur le résultat | 96.4 | 59.0 | 60.2 | (16.2) | 23.4 | (96.1) | (135.0) | 680.6 |
| Impôt sur le résultat | | | | | | | | |
| Impôt exigible | 31.1 | 22.0 | 40.6 | 56.1 | 78.3 | 53.3 | 51.9 | 106.9 |
| Impôt différé | (2.6) | (2.6) | (3.4) | (3.7) | (3.9) | (0.2) | 2.9 | 3.8 |
| | 28.4 | 19.4 | 37.1 | 52.4 | 74.5 | 53.1 | 54.8 | 110.7 |
| Bénéfice | 67.9 | 39.6 | 23.0 | (68.6) | (51.0) | (149.2) | (189.8) | 569.9 |
| Autres éléments du résultat global | | | | | | | | |
| Variation de la juste valeur d'actifs financiers disponibles à la vente | - | - | (1.0) | - | - | - | - | - |
| | | | (1.0) | - | - | - | - | - |
| Résultat global | 67.9 | 39.6 | 22.0 | (68.6) | (51.0) | (149.2) | (189.8) | 569.9 |

Appendice – A-4 Lettre du ministre des Finances
Traduction du texte original anglais



Stephen Swaffield
Président
Corporation de développement des investissements du Canada
1240, rue Bay, bureau 302
Toronto (Ontario) M5R 2A7

Le 27 août 2018

Monsieur,

Le gouvernement du Canada s'est engagé à faire des investissements qui créent des emplois de qualité, bien rémunérés, contribuant au renforcement et à la croissance de la classe moyenne, à l'acheminement des ressources naturelles du Canada sur les marchés mondiaux et à la création d'avantages économiques pour tous les Canadiens, maintenant et pour les années à venir. En tant que pays, nous devons être en mesure d'exploiter nos ressources en toute sécurité, tout en respectant les droits des peuples autochtones et en protégeant notre environnement et nos océans.

Le projet d'agrandissement de Trans Mountain est un projet d'intérêt national. Il créera des avantages économiques pour tous les Canadiens en fournissant au pétrole canadien un accès sans précédent aux marchés étrangers, en diversifiant nos exportations, en garantissant un prix équitable pour nos ressources naturelles et en employant des milliers de Canadiens dans sa construction. Le 29 mai 2018, le ministre des Ressources naturelles de l'époque, Jim Carr, et moi-même avons annoncé que le gouvernement du Canada avait conclu un accord en vue de l'acquisition d'entités détenant le projet d'agrandissement de Trans Mountain et des actifs de pipeline et de terminal connexes (les « actifs de Trans Mountain ») pour la somme de 4,5 milliards de dollars. Le gouvernement a pris cette mesure pour que le projet d'agrandissement voie le jour et entre en exploitation.

Lorsque nous avons annoncé la convention d'achat, nous avons dit aux Canadiens que celle-ci représentait un prix équitable pour eux et que les actifs de Trans Mountain constituaient une excellente occasion d'investissement. La Corporation de développement des investissements du Canada (CDEV) est responsable de l'achat, de la surveillance et de la vente éventuelle au secteur privé des actifs de Trans Mountain et sera un acteur clé de la protection des investissements canadiens et des contribuables canadiens.

En tant que société d'État, la CDEV est redevable au gouvernement et doit se conformer à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et aux autres lois applicables. La CDEV rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Finances, notamment en présentant un plan d'entreprise annuel, un budget de fonctionnement et un budget d'investissement. L'initiative *Pour un gouvernement ouvert et responsable* (2015) reconnaît mon rôle, en tant que ministre responsable de la CDEV, d'orienter le conseil sur les objectifs de la société et de lui faire connaître les attentes du gouvernement en ce qui concerne ses objectifs de politique publique.

Dans ce contexte, c'est avec plaisir que je vous fais parvenir cette lettre d'attentes à l'attention du conseil, de la direction de la CDEV et de la direction des filiales pertinentes de la CDEV. Cette déclaration est destinée à aider la CDEV dans sa préparation aux trois étapes suivantes : la transaction initiale visant à acquérir les entités détenant les actifs de Trans Mountain, la propriété des actifs existants et le développement du projet d'agrandissement ainsi que le dessaisissement futur des actifs ou des entités de Trans Mountain.

Au cours de ces trois étapes, il est prévu que la CDEV gèrera les actifs de Trans Mountain de manière commerciale, en particulier pour veiller à ce que le Canada réalise un rendement financier positif sur ses investissements. Je m'attends à ce que la CDEV établisse un conseil d'administration, en me consultant, pour superviser la filiale de Trans Mountain. Collectivement, le conseil disposera d'un ensemble de compétences professionnelles et d'une expérience variées et profondes, propres à superviser la propriété d'un actif énergétique important et la construction d'un grand projet d'infrastructure d'importance nationale. En nommant les membres du conseil, la CDEV doit prendre en compte la diversité des sexes et la diversité linguistique, culturelle et régionale du Canada.

Acquisition

En prévision de la transaction, le ministre du Commerce international et moi-même avons autorisé, au moyen d'autorisations ministérielles, Exportation et développement Canada à mettre des fonds à la disposition de la CDEV par l'intermédiaire du Compte du Canada. De plus, le gouverneur en conseil a adopté plusieurs décrets autorisant la CDEV ou ses filiales à acquérir des actions ou des actifs des entités de Trans Mountain et à se départir de ces actions ou de ces actifs dans l'avenir.

Avant l'acquisition, le gouvernement s'attend à ce que la CDEV s'assure que sa structure de gouvernance et de surveillance est en place, et qu'elle est tout à fait prête à assumer la propriété des entités de Trans Mountain et, en particulier, à surveiller le développement du projet d'agrandissement. Le gouvernement s'attend à ce que les pratiques de la CDEV en matière de gouvernance d'entreprise applicables aux entités de Trans Mountain soient fondées sur les meilleures pratiques des secteurs public et privé et sur la prévention des conflits d'intérêts.

Propriété

Nous avons dit aux Canadiens que le développement du projet d'agrandissement de Trans Mountain se déroulerait de manière à protéger l'intérêt public. La protection de l'intérêt public pendant la période où la CDEV détient les actifs de Trans Mountain comporte trois éléments principaux.

Le premier consiste à poursuivre le développement du projet d'agrandissement de manière commerciale afin de protéger la valeur des investissements du gouvernement. Le second consiste à assurer le respect intégral des lois et règles applicables, notamment en matière de protection de l'environnement et de santé et de sécurité des travailleurs. Le troisième consiste à agir conformément à l'engagement pris par le Canada de promouvoir la réconciliation avec les peuples autochtones, comme il est décrit dans les *Principes régissant la relation du gouvernement du Canada avec les peuples autochtones*. Cela comprend le respect de tous les accords d'avantages existants négociés avec les collectivités autochtones dans le cadre de ce projet et le maintien de l'engagement de Trans Mountain d'offrir des perspectives d'emploi et de perfectionnement de la main-d'œuvre aux personnes et aux collectivités autochtones.

Conformément à son rôle de surveillance, la CDEV devrait surveiller le rendement des actifs de Trans Mountain et rendre compte de manière transparente des plans et des résultats dans le cadre de ses rapports annuels au Parlement.

Cession

Le gouvernement du Canada n'a pas l'intention d'être un propriétaire à long terme des actifs de Trans Mountain. Le gouvernement est d'avis que, hormis les risques exceptionnels non commerciaux auxquels est actuellement confronté le projet d'agrandissement, les actifs de Trans Mountain sont des actifs commerciaux qui devraient être détenus et exploités par une partie autre que le gouvernement du Canada. Parallèlement, le gouvernement est disposé à détenir les actifs de Trans Mountain jusqu'à l'achèvement du projet d'agrandissement et au-delà si cela est nécessaire pour protéger l'investissement du gouvernement.

Le gouvernement s'attend à ce que la CDEV reste prête à céder l'actif de Trans Mountain, en tenant compte du moment optimal de la cession par rapport aux risques du projet. La CDEV devrait également examiner les moyens permettant aux groupes autochtones de participer à la cession à des conditions commerciales. Compte tenu de ce qui précède, le gouvernement s'attend à ce que la CDEV veille à ce que les actifs de Trans Mountain soient prêts à être cédés.

Le gouvernement a confié à la CDEV d'acquérir, d'exploiter, d'agrandir et, au final, de céder un grand projet énergétique national. Le conseil de la CDEV a toute ma confiance pour qu'il respecte les normes les plus élevées en matière de bonne gouvernance et qu'il s'acquitte de son devoir de diligence dans l'intérêt supérieur du Canada. Je vous demanderais de me tenir au courant des progrès de cette initiative cruciale sur une base continue.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le plan d'entreprise de 2019 à 2023 de la Corporation de développement des investissements du Canada (« CDEV ») a été approuvé par le Conseil du Trésor en juin 2019. Le plan d'entreprise de CTM a été incorporé au présent plan. Au moment de l'examen du plan d'entreprise par le Conseil du Trésor, le gouverneur en conseil n'avait pas encore promulgué le décret en conseil C.P. 2019-0820, qui a autorisé l'approbation du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain (le « TMEP »). En conséquence, la CDEV a soumis deux parties de son plan d'entreprise : un « plan de base », qui fournit des informations et des projections basées sur l'hypothèse d'un maintien du statu quo (pas d'approbation pour procéder au TMEP), et une « annexe », qui décrit comment la société procéderait en cas d'approbation. Le résumé du plan d'entreprise de 2019 à 2023 de CTM qui suit a été établi conformément à l'article 125 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* afin de fournir des renseignements sur les activités et les décisions des sociétés d'État. Des résumés du plan de base et de l'annexe (ou du supplément) de CTM ont été présentés afin de refléter avec exactitude le plan d'entreprise approuvé par le Conseil du Trésor. Les informations susceptibles de nuire commercialement aux activités de la CDEV ou de CTM n'ont pas été incluse dans le présent résumé, conformément à l'article 153(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Appendice B



CORPORATION TRANS MOUNTAIN

Filiale entièrement détenue de

**La Corporation de développement des investissements
du Canada**

RÉSUMÉ DU PLAN D'ENTREPRISE DE 2019 À 2023

et

résumé du budget d'investissement de 2019

Table des matières

| | |
|--|----|
| Profil de l'entreprise | 4 |
| Mandat | 6 |
| Gouvernance d'entreprise | 7 |
| Aperçu de l'entreprise | 8 |
| Pipeline Trans Mountain | 8 |
| Pipeline de Puget Sound | 9 |
| Trans Mountain Canada Inc. | 9 |
| Projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain | 10 |
| Réseau pipelinier Trans Mountain | 11 |
| Objectifs et plans | 12 |
| Risques | 13 |
| Aperçu financier | 13 |
| Prévisions de 2018 | 14 |
| Plan financier et budget d'investissement de 2019 | 14 |
| Période allant de 2020 à 2023 | 15 |
| Financement | 15 |
| <i>Annexe 1 : États financiers et budgets d'investissement</i> | 16 |
| <i>États financiers</i> | 16 |

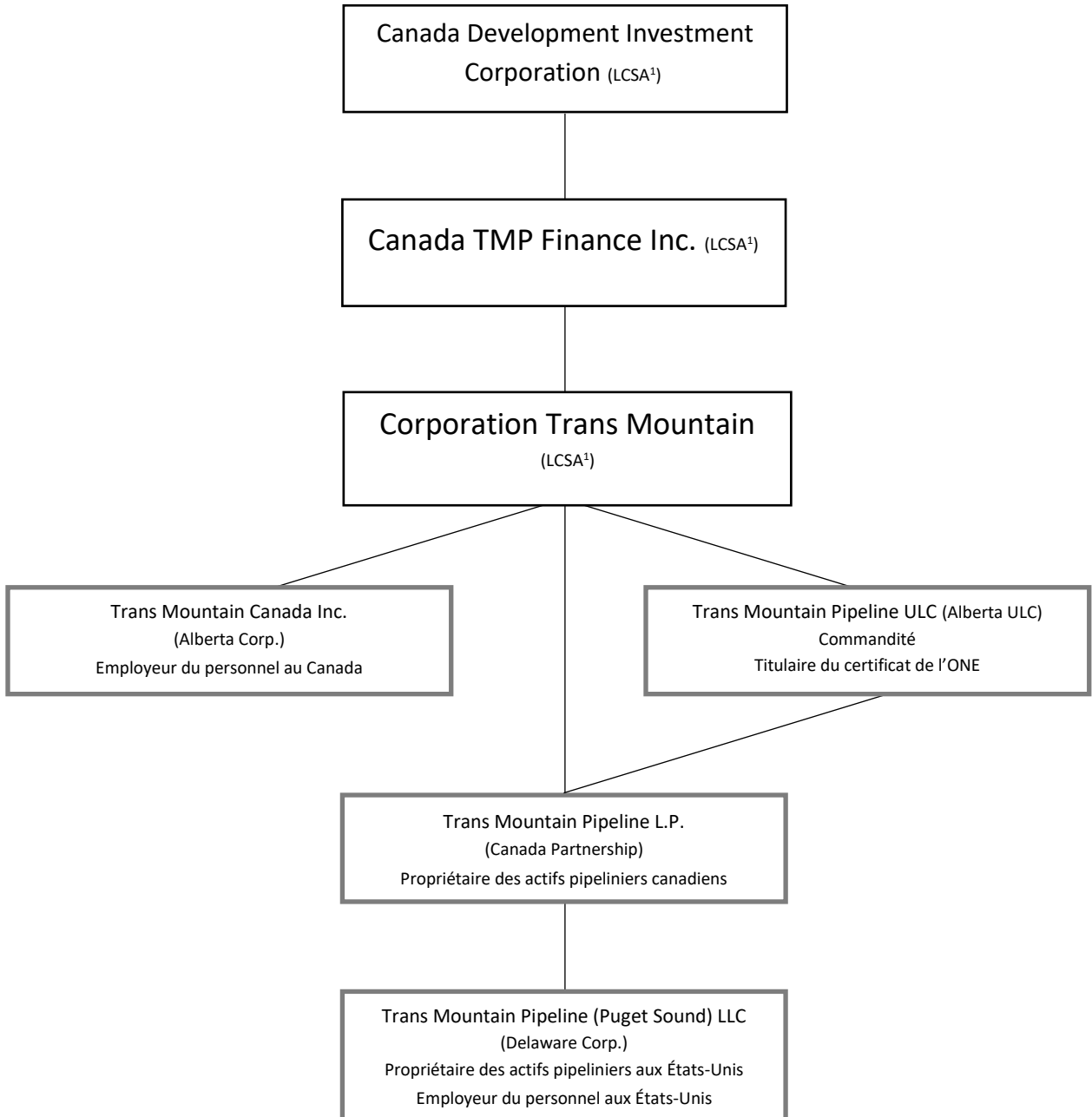
Profil de l'entreprise

Corporation Trans Mountain (« CTM ») a été créée en tant que filiale de Canada TMP Finance Ltd. (« TMP Finance »). TMP Finance est une filiale de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »). Le 31 août 2018, conformément à l'entente d'achat d'actions et de parts entre le gouvernement du Canada et Kinder Morgan, CTM a acheté quatre entités : Trans Mountain Pipeline Limited Partnership (« TMP LP ») et sa filiale en propriété exclusive Trans Mountain Pipeline (Puget Sound) LLC (« Puget »), Trans Mountain Pipeline ULC (« TMP ULC ») et Trans Mountain Canada Inc. (auparavant, Kinder Morgan Canada Inc.) (« TMCI »). Collectivement, ces quatre entités sont les « entités de Trans Mountain ». Ces entités détiennent et gèrent le réseau pipelinier Trans Mountain. Les entités de Trans Mountain ont été acquises pour une contrepartie en trésorerie de 4,44 milliards de dollars.

Dans le cadre de l'achat des entités de Trans Mountain, CTM a également acquis certains droits, conceptions et contrats de construction liés à l'agrandissement du réseau connu sous le nom de projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain (le « TMEP »).

L'achat des entités de Trans Mountain par CTM a été financé au moyen de facilités de crédit consenties par TMP Finance qui, à son tour, a obtenu des facilités de crédit prélevées à même le Compte du Canada.

Le diagramme suivant illustre la structure organisationnelle de CTM.



1. Loi canadienne sur les sociétés par actions.

Mandat

Corporation Trans Mountain a pour mandat de détenir et d'exploiter le réseau pipelinier Trans Mountain et de réaliser le projet d'agrandissement connexe en temps opportun et d'une manière viable du point de vue commercial.

CTM n'a pas de rôle de politique des pouvoirs publics direct à part le fait d'exercer ses activités conformément aux lois et à la réglementation applicables et de s'assurer que les activités sont gérées d'une manière commerciale conformément aux normes et aux attentes environnementales. CTM mènera à bien le TMEP en conformité avec les politiques et les priorités énergétiques du gouvernement afin de procurer aux producteurs canadiens un accès aux marchés internationaux.

CTM souligne qu'il n'existe pas de rapport annuel antérieur à des fins de référence étant donné qu'auparavant CTM n'était pas une entité autonome, mais que ses activités faisaient partie de Kinder Morgan.

Dans l'exécution de son mandat, CTM s'est engagée à :

- Exploiter nos actifs de manière sécuritaire pour protéger la population, nos salariés et l'environnement;
- Exploiter nos actifs conformément aux exigences légales applicables;
- Employer des pratiques commerciales durables;
- Exercer nos activités de façon éthique, honnête, responsable et intègre;
- Coopérer avec les collectivités dans lesquelles nous exerçons nos activités et établir et conserver des relations productives fondées sur le respect et la confiance mutuels;
- Fournir un environnement de travail respectueux et gratifiant à nos salariés.
- Travailler de concert avec les communautés autochtones pour gérer les répercussions sur les territoires traditionnels.

Mission : Fournir des services de transport de manière sécuritaire et responsable pour intégrer l'offre énergétique canadienne aux marchés mondiaux.

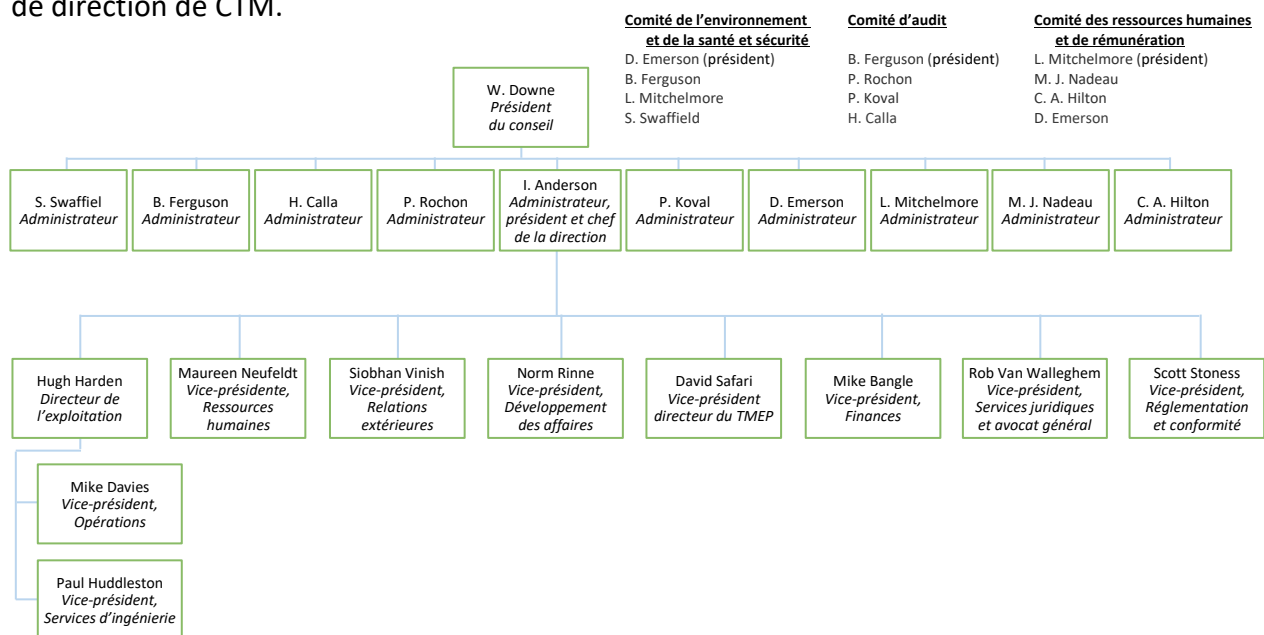
Vision : Permettre à l'énergie canadienne d'avoir accès aux marchés mondiaux.

Gouvernance d'entreprise

CTM est gérée par une équipe de dirigeants chevronnés située à Calgary et dirigée par le président et chef de la direction, lequel relève du conseil d'administration. Le conseil jouit d'une autorité étendue sur la gouvernance d'entreprise et nomme plusieurs comités qui sont chargés de superviser des domaines spécialisés. Ces comités comprennent le comité des ressources humaines et de la rémunération, qui surveille et approuve la rémunération de la haute direction, le comité d'audit, qui nomme l'auditeur externe commun et qui supervise la communication de l'information financière et les questions de comptabilité, et le comité de l'environnement et de la santé et sécurité, qui surveille la protection environnementale et les questions liées à la santé et à la sécurité.

Les communications avec la CDEV s'appuient sur le plan d'entreprise et le sommaire du plan d'entreprise, sur les rapports annuels et trimestriels ainsi que sur les réunions exceptionnelles, au besoin. La haute direction de la CDEV collabore étroitement avec la haute direction de CTM sur la plupart des questions stratégiques en soutien au conseil d'administration de CTM. Quant à la CDEV, elle relève du gouvernement par l'intermédiaire du ministre des Finances.

L'organigramme ci-dessous présente la composition du conseil d'administration et de l'équipe de direction de CTM.



Tous les membres du conseil d'administration de CTM ont été nommés en 2018 et, sauf Ian Anderson, aucun d'eux n'a participé aux activités des entités de Trans Mountain ni à celles de Kinder Morgan. M. Swaffield est également membre du conseil d'administration de la CDEV.

Aperçu de l'entreprise

Le réseau pipelinier Trans Mountain comprend le pipeline de Trans Mountain, qui est la partie du réseau pipelinier située au Canada, et le pipeline Puget Sound, qui est la partie du réseau pipelinier située aux États-Unis.

Pipeline Trans Mountain

TMP ULC est le commandité de TMP LP et le détenteur du certificat d'utilité publique émis par l'Office national de l'énergie (l'« ONE ») pour l'exploitation du pipeline Trans Mountain. TMP LP est propriétaire des actifs qui composent le pipeline Trans Mountain. Le pipeline Trans Mountain (« TMPL »), qui est en exploitation depuis 1953, a une longueur d'environ 1 150 kilomètres et son tracé commence à Edmonton, en Alberta, pour se terminer à Burnaby, en Colombie-Britannique. Vingt-trois stations de pompage alimentées à l'électricité en activité et quatre terminaux situés à Edmonton, à Kamloops, à Sumas et à Burnaby de même que le terminal maritime de Westridge facilitent le mouvement dans le réseau. Le réseau dispose de réservoirs d'une capacité de stockage de près de 11 millions de barils au total, surtout à Edmonton (8 millions de barils) et à Burnaby (1,7 million de barils). La capacité restante se trouve à Kamloops, à Sumas et au terminal maritime de Westridge. La capacité d'environ 8 millions de barils à Edmonton est répartie dans 35 réservoirs : 20 réservoirs (2,9 millions de barils) sont actuellement utilisés pour le service de transport par pipeline du TMPL et 15 réservoirs (5,1 millions de barils) sont loués à un tiers. Trans Mountain a la capacité, à certaines conditions, de rappeler ces réservoirs afin de les utiliser pour son service de transport par pipeline.

La capacité nominale de 300 000 barils par jour du pipeline a été déterminée selon une combinaison du débit de 20 % de pétrole lourd et de 80 % de pétrole léger. La capacité de livraison réelle de la canalisation principale du TMPL est fonction du type de marchandise transportée.

Le TMPL transporte régulièrement plusieurs produits, notamment du pétrole raffiné, du pétrole brut synthétique, du pétrole brut léger et du pétrole brut lourd, et il est le seul pipeline en Amérique du Nord qui transporte à la fois des produits raffinés et du pétrole brut dans la même conduite. Ce procédé, appelé « mise en lots », fait en sorte qu'une série de produits peuvent se succéder dans le pipeline sous forme d'un « train de lots ». Généralement, un train de lots dans la canalisation principale est constitué de diverses matières transportées pour différents expéditeurs. Le temps de transit d'un baril entre Edmonton et Burnaby est d'environ 10 jours.



Pétrole brut lourd Pétrole brut léger Distillats Essence Distillats Pétrole brut léger Pétrole brut lourd

À ce jour, le TMPL demeure le seul pipeline qui transporte du pétrole liquide du bassin sédimentaire de l'Ouest canadien jusqu'à la côte Ouest. Il s'agit également du seul pipeline qui offre aux producteurs canadiens un accès direct aux marchés mondiaux à partir d'un port canadien.

À l'heure actuelle, le TMPL est un pipeline d'évacuation commun qui génère des revenus grâce à la perception de droits pour le service de transport par pipeline conformes aux droits approuvés par l'ONE. Les taux tarifaires sont ajustés chaque année en fonction de la détermination de l'exigence en matière de revenus annuels et de l'application d'une conception des droits approuvée. Les paramètres relatifs aux exigences en matière de revenus sont négociés avec les expéditeurs et sont énoncés dans une entente de tarification qui a toujours été fondée sur une méthode axée sur le coût du service. La durée de chaque entente de tarification a varié entre un an et cinq ans, l'entente de tarification 2019-2021 étant d'une durée de trois ans. Trans Mountain s'attend à continuer de négocier des ententes de tarification jusqu'à la mise en service du réseau pipelinier agrandi.

Pipeline de Puget Sound

En exploitation depuis 1954, le pipeline de Puget Sound (« Puget ») transporte du pétrole brut depuis la frontière entre le Canada et les États-Unis près du terminal de Sumas jusqu'aux raffineries de l'État de Washington situées à Anacortes et à Ferndale.

Puget est d'une longueur d'environ 111 kilomètres et dispose d'une station de pompage et de deux réservoirs de stockage pour faciliter le mouvement dans le réseau pipelinier. Le pipeline a une capacité de débit totale d'environ 240 000 barils par jour lorsqu'il transporte principalement du pétrole léger. Le temps de transit pour un baril dans le réseau de Puget est d'environ une journée.

Puget est aussi un pipeline d'évacuation commun. Il est réglementé par la Federal Energy Regulatory Commission des États-Unis (la « FERC ») pour ce qui est des questions financières et par le Department of Transportation des États-Unis (le « USDOT ») pour ce qui est de la sécurité et de l'intégrité de ses actifs.

Trans Mountain Canada Inc.

TMCI, qui a été constituée en 2002, emploie le personnel qui assure l'exploitation et l'entretien du TMPL et qui fournit certains services de soutien et de surveillance à Puget. Le siège social de TMCI est situé à Calgary, en Alberta.

Projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain

Le TMEP a été proposé, à la demande des clients et du secteur, en vue d'augmenter la capacité de transport du pétrole brut jusqu'à la côte, et d'ouvrir ainsi un accès à des marchés mondiaux.

Le TMEP constituerait un doublement du TMPL existant entre Strathcona County (près d'Edmonton), en Alberta, et Burnaby, en Colombie-Britannique. Le TMEP créerait un réseau de pipelines d'une capacité nominale de 890 000 barils par jour, soit une forte augmentation par rapport à la capacité actuelle de 300 000 barils par jour.

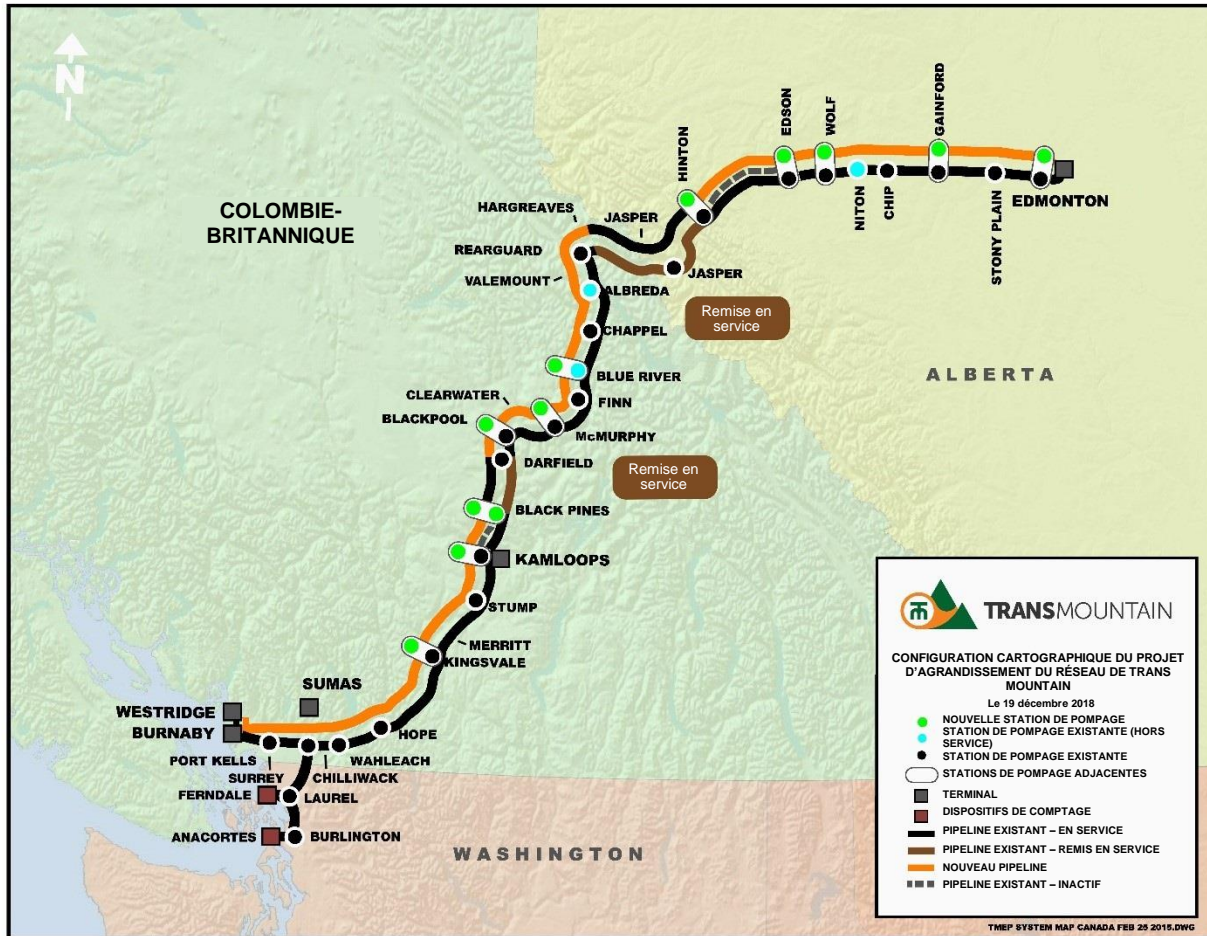
Si les approbations réglementaires requises devaient être obtenues, la portée du TMEP comprendrait ce qui suit :

- Construction d'un nouveau pipeline d'une longueur de 980 km, dont les conduites ont un diamètre de 36 pouces et de 42 pouces, entre Edmonton, en Alberta, et Burnaby, en Colombie-Britannique;
- Remise en service d'un tronçon de 193 km d'un pipeline existant hors service.
 - De Hinton, en Alberta, à Hargreaves, en Colombie-Britannique (environ 150 km);
 - De Darfield à Black Pines, en Colombie-Britannique (environ 43 km);
- 18 nouveaux réservoirs, retrait de deux réservoirs pour les services commerciaux;
- Trois nouveaux postes d'amarrage pour pétroliers à Burnaby pour remplacer le poste d'amarrage actuel au terminal maritime de Westridge.

Le 30 août 2018, la Cour d'appel fédérale (la « Cour ») a rendu sa décision qui a eu pour effet d'annuler le décret qui avait été approuvé par un certificat d'utilité publique relatif au TMEP. La Cour a établi que le gouverneur en conseil devait exiger de l'ONE qu'il révise ses recommandations et les conditions connexes, et ce, dans les délais prescrits par le gouverneur en conseil. Pour ce qui est de la phase III de la consultation des peuples autochtones, la Cour a établi que le gouvernement du Canada devait mener à nouveau la phase III de la consultation et que le TMEP ne pouvait être soumis de nouveau à l'approbation du gouverneur en conseil qu'une fois la consultation terminée et les conditions de l'entente respectées, le cas échéant. En raison de la décision de la Cour et à la suite de celle-ci, les activités de construction du TMEP ont été interrompues de façon sécuritaire et responsable.

Réseau pipelinier Trans Mountain

La carte de configuration fournie ci-dessous illustre le réseau pipelinier Trans Mountain après l'achèvement du TMEP.



Objectifs et plans

Voici les principaux objectifs de CTM pour les 5 prochaines années :

- assurer l'exploitation sécuritaire et efficace du réseau pipelinier Trans Mountain;
- mener à bien la séparation de Kinder Morgan et faire de CTM une entreprise entièrement autonome en vue d'une vente éventuelle;
- achever en temps opportun la construction du TMEP d'une manière sécuritaire et efficace, et mettre en service les actifs construits, à la condition que le TMEP ait été approuvé;
- étudier les occasions d'optimisation et d'agrandissement potentielles du réseau actuel Trans Mountain.
- préserver une réputation fondée sur l'éthique;

Pour atteindre ses objectifs, CTM prévoit :

- continuer de mettre l'accent sur les procédures d'exploitation sécuritaires et d'effectuer le suivi et la surveillance des résultats obtenus par les principales mesures liées à l'environnement, à la santé et à la sécurité;
- évaluer les exigences opérationnelles et les ressources disponibles de CTM, repérer les lacunes et élaborer des plans pour les corriger dans les délais de l'entente sur la prestation de services de transition;
- créer et maintenir, à l'approbation du TMEP, les contrôles et les processus organisationnels requis pour faciliter la gestion du TMEP au cours de la construction et de la mise en service;
- participer pleinement, au besoin, au processus de réexamen de l'ONE et à toute consultation additionnelle avec les parties prenantes, le cas échéant;
- poursuivre l'élaboration de plans techniques détaillés et de plans de construction et obtenir les permis applicables pour aider aux préparatifs de construction;
- établir un calendrier de construction définitif et une estimation définitive du coût du projet du TMEP pour permettre à la direction du projet d'assurer le suivi de la mise en œuvre et de l'exécution du plan;
- respecter scrupuleusement un code de conduite qui protège contre les comportements inadéquats et contraires à l'éthique à l'échelle de l'entreprise.

Risques

CTM est assujettie à des risques liés à ses activités existantes, notamment en ce qui a trait aux points suivants :

- les changements apportés aux lois ou à la réglementation;
- les litiges liés aux approbations et aux permis actuels et nouveaux;
- le fait d'attirer et de maintenir en poste une main-d'œuvre compétente;
- les manifestations ou les marches de protestation qui ont des répercussions opérationnelles;
- l'atteinte à la réputation de CTM ou de son propriétaire;
- les propositions concurrentes de pipelines et l'escalade des coûts d'exploitation;
- la survenance d'un incident majeur ayant une incidence sur la sécurité du public et du personnel et sur la protection de l'environnement;
- les aléas naturels et environnementaux qui ont des répercussions sur l'exploitation;
- le risque de change;
- les risques liés à la sécurité de l'information et des données;
- le risque de crédit.

CTM gère ces risques au moyen d'une série de politiques et de procédures, d'activités de suivi opérationnel et d'entretien, d'assurances et d'autres ententes contractuelles, et de consultations avec des experts internes et externes.

Aperçu financier

Le TMPL étant un pipeline qui traverse une frontière provinciale, il est soumis à la réglementation économique et à celle régissant les installations physiques de l'ONE. Afin de refléter l'incidence de cette réglementation économique sur les activités commerciales de TMPL, CTM assure la tenue de ses registres comptables conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (les « PCGR des États-Unis ») tels qu'ils sont énoncés dans le Financial Accounting Standards Board Accounting Standards Codification (« ASC »), et applique les exigences du Topic 980 de l'Accounting Standards Codification intitulé Regulated Operations (l'« ASC 980 »). Ainsi, CTM comptabilise certains produits, charges et actifs et passifs réglementaires pour tenir compte des incidences économiques de son autorité de réglementation. La comptabilisation de ces éléments peut différer de ce qui est prévu par les PCGR des États-Unis pour les entreprises qui ne sont pas à tarifs réglementés. Il convient de noter que la provision pour les fonds utilisés pendant la construction est un montant comptabilisé par les entités à tarifs réglementés pour refléter un rendement sur les composantes capitaux propres et dette du capital investi dans les travaux de construction en cours. La provision pour les fonds utilisés pendant la construction est calculée au moyen des

tarifs approuvés par les autorités de réglementation pour la dette et les capitaux propres, et elle est comptabilisée à l'actif des projets de construction pertinents, un montant compensatoire étant comptabilisé dans le résultat. La trésorerie liée à ces montants est recouvrée à même les droits futurs une fois que la construction des actifs pertinents est achevée et que la mise en service a eu lieu. CTM est assujettie, par règlement, à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les états financiers pro forma sont inclus à l'annexe 1.

Les états financiers pro forma de CTM sont ajustés aux IFRS afin d'être inclus dans les états financiers consolidés pro forma de CDEV fournis dans son résumé du plan d'entreprise.

Prévisions de 2018

Conformément à l'entente d'achat d'actions et de parts, le plan de travail de 2018 a été préparé pour permettre à TMEP de continuer de progresser jusqu'à la clôture de la transaction. Au cours de la période de juin à décembre 2018, le plan de travail 2018 du TMEP prévoyait des dépenses pour la planification, la construction, les terrains, les permis et d'autres coûts, les dépenses liées au TMEP étant en majeure partie consacrées au volet du projet situé dans le Lower Mainland. Le 30 août 2018, au moment où la décision de la Cour a été rendue, les travaux sur les pilotis de marine et dans la zone intertidale étaient en cours au terminal maritime de Westridge ainsi que des travaux de déboisement le long de l'emprise du pipeline.

À la suite de la publication de la décision de la Cour, CTM, qui a été une société d'État pendant les quatre derniers mois de 2018, a prévu faire progresser les travaux liés au TMEP en suspendant de manière sécuritaire et efficiente les activités de construction au besoin, tout en poursuivant le processus d'obtention des permis et les travaux de conception, s'il y a lieu, et en s'employant à répondre aux exigences relatives à la décision de la Cour.

Plan financier et budget d'investissement de 2019

En 2019, TMPL prévoit transporter environ 294 000 barils de pétrole par jour, dont approximativement 141 000 barils de pétrole par jour ou 48 % dans le réseau de Puget vers l'État de Washington. Des produits totaux de 403 millions de dollars sont prévus pour 2019, dont un BAIIA ajusté attendu d'un total de 184 millions de dollars et un bénéfice net attendu d'un total de 21 millions de dollars.

Les dépenses d'investissement et établies selon la comptabilité de trésorerie devraient totaliser environ 426 millions de dollars en 2019, dont une tranche d'environ 39 millions de dollars est destinée à l'atténuation des risques liés aux aléas naturels et à la préservation de l'intégrité du réseau.

Les dépenses liées au TMEP pour 2019 devraient se chiffrer à environ 30 millions de dollars par mois sous réserve de la poursuite du projet. Le profil des dépenses restantes n'a pas fait l'objet d'une réévaluation conformément à un nouveau calendrier d'exécution du projet. L'achèvement de ce projet devrait se faire par étapes tout au long de l'année 2019.

Période allant de 2020 à 2023

Les hypothèses concernant les activités d'exploitation de CTM sont stables jusqu'en 2021, peu de variations importantes étant prévues.

Les dépenses d'investissement dans le cours normal des activités (non liées au TMEP) sont centrées sur l'atténuation des risques et sur les activités de protection du pipeline. Les prévisions pour la période allant de 2020 à 2023 ont été établies en supposant que de telles activités se poursuivront au cours de ces périodes.

Financement

MTC finance ses charges d'exploitation et ses dépenses d'investissement de maintien à même les produits générés par le réseau pipelinier Trans Mountain. Les dépenses du TMEP ainsi que certains coûts de financement associés à l'acquisition des entités de Trans Mountain sont financés par TMP Finance, la société mère du TMEP. Le financement est consenti selon un ratio de 55 % d'emprunts à un taux d'intérêt de 5 % et de 45 % de capitaux propres.

Annexe 1 : États financiers et budgets d'investissement

États financiers

Corporation Trans Mountain
États de la situation financière consolidés pro forma
Du 31 décembre 2018 au 31 décembre 2023
En millions de dollars canadiens

| | Activités poursuivies | | | | | |
|---|-----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Prévisions 2018 | Plan 2019 | Plan 2020 | Plan 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 |
| Actifs | | | | | | |
| Actifs courants | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 44 | (92) | 128 | 79 | (21) | (371) |
| Liquidités soumises à des restrictions | 51 | 51 | 51 | 51 | 51 | 51 |
| Débiteurs | 97 | 97 | 90 | 90 | 91 | 75 |
| Autres actifs courants | 30 | 48 | 11 | 11 | 17 | 17 |
| | 222 | 104 | 280 | 231 | 136 | (230) |
| Immobilisations corporelles | 4 633 | 5 028 | 4 949 | 4 869 | 4 791 | 4 714 |
| Goodwill | 969 | 969 | 969 | 969 | 969 | 969 |
| Montants différés et autres actifs | 62 | 158 | 6 | 4 | 3 | 2 |
| Placements soumis à des restrictions | 57 | 73 | 89 | 106 | 123 | 149 |
| Total des actifs | 5 943 | 6 332 | 6 293 | 6 180 | 6 023 | 5 604 |
| Passifs et capitaux propres | | | | | | |
| Passifs courants | | | | | | |
| Créditeurs | 126 | 125 | 159 | 150 | 115 | 242 |
| Intérêts à payer | – | – | – | – | – | – |
| Autres actifs courants | 125 | 80 | 73 | 73 | 72 | 1 |
| | 251 | 205 | 232 | 223 | 187 | 243 |
| Prêts de sociétés liées | 2 703 | 2 974 | 3 042 | 3 112 | 3 185 | 3 185 |
| Impôt sur le résultat différé | 673 | 691 | 650 | 616 | 615 | 384 |
| Passifs réglementaires | 58 | 74 | 90 | 107 | 124 | 150 |
| Avantages de retraite et avantages postérieurs au départ à la retraite | 64 | 64 | 64 | 64 | 63 | 63 |
| Autres crédits différés | 3 | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 |
| Total des passifs | 3 752 | 4 009 | 4 080 | 4 124 | 4 175 | 4 026 |
| Capitaux propres | 2 191 | 2 322 | 2 213 | 2 056 | 1 848 | 1 579 |
| Total des passifs et des capitaux propres | 5 943 | 6 332 | 6 293 | 6 180 | 6 023 | 5 604 |

Corporation Trans Mountain
États des capitaux propres consolidés pro forma
Pour la période allant de la constitution au 31 décembre 2018 et pour les exercices clos du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2023
En millions de dollars canadiens

| | Prévisions 2018 | Plan 2019 | Plan 2020 | Plan 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 |
|---|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Solde à l'ouverture de la période | – | 2 191 | 2 322 | 2 213 | 2 056 | 1 848 |
| Apports en capital | 2 211 | 221 | 57 | 57 | 60 | – |
| Dividendes | (37) | (111) | (142) | (184) | (219) | (231) |
| Autres éléments du résultat global | (1) | – | – | – | – | – |
| Bénéfice net | 18 | 21 | (24) | (30) | (49) | (38) |
| Solde à la clôture de la période | 2 191 | 2 322 | 2 213 | 2 056 | 1 848 | 1 579 |

Corporation Trans Mountain

États du résultat net et du résultat global consolidés pro forma

Pour la période allant de la constitution au 31 décembre 2018 et pour les exercices clos du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2023

En millions de dollars canadiens

| | Activités poursuivies | | | | | |
|---|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Prévisions Période tampon de 2018 | Plan 2019 | Plan 2020 | Plan 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 |
| Produits | | | | | | |
| Produits tirés du transport | 124 | 345 | 344 | 352 | 364 | 373 |
| Produits locatifs | 19 | 56 | 56 | 54 | 49 | 49 |
| Autres produits | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | 144 | 403 | 401 | 407 | 414 | 423 |
| Charges | | | | | | |
| Charges d'exploitation des pipelines | 45 | 113 | 93 | 96 | 119 | 105 |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 37 | 109 | 114 | 116 | 115 | 116 |
| Salaires et avantages du personnel | 13 | 66 | 63 | 65 | 68 | 70 |
| Taxes et impôts, autres que l'impôt sur le résultat | 11 | 33 | 33 | 34 | 35 | 36 |
| Charges administratives | 4 | 7 | 8 | 8 | 8 | 9 |
| | 110 | 328 | 311 | 319 | 345 | 336 |
| Bénéfice d'exploitation | 34 | 75 | 90 | 88 | 69 | 87 |
| Composante capitaux propres de la provision pour les fonds utilisés pendant la construction | 23 | 76 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Coûts de financement de la dette inscrits à l'actif | 15 | (10) | 1 | (0) | (0) | – |
| Charges d'intérêts, montant brut | (47) | (113) | (124) | (130) | (136) | (140) |
| Recouvrement (charge) d'impôt | (7) | (7) | 8 | 11 | 17 | 14 |
| Bénéfice net | 18 | 21 | (24) | (30) | (49) | (38) |
| Autres éléments du résultat global | | | | | | |
| Écart de conversion | (1) | – | – | – | – | – |
| Résultat global | 17 | 21 | (24) | (30) | (49) | (38) |
| BAIIA ajusté | 71 | 184 | 204 | 204 | 184 | 203 |

Corporation Trans Mountain

États des flux de trésorerie consolidés pro forma

Pour la période allant de la constitution au 31 décembre 2018 et pour les exercices clos du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2023

En millions de dollars canadiens

| | Activités poursuivies | | | | | |
|---|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Prévisions Période tampon de 2018 | Plan 2019 | Plan 2020 | Plan 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 |
| Activités d'exploitation | | | | | | |
| Bénéfice net (perte nette) de la période | 18 | 21 | (24) | (30) | (49) | (38) |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | | | | | |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 37 | 109 | 114 | 116 | 115 | 116 |
| Désactualisation | — | — | — | — | — | — |
| Composante capitaux propres de la provision pour les fonds utilisés pendant la construction | (23) | (76) | (1) | (1) | (1) | (1) |
| Impôt sur le résultat différé | 4 | 17 | (41) | (33) | (0) | (231) |
| Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | (129) | (146) | 242 | 9 | (25) | 100 |
| | (93) | (75) | 290 | 60 | 39 | (54) |
| Activités d'investissement | | | | | | |
| Acquisition, déduction faite de la trésorerie acquise | (3 925) | — | — | — | — | — |
| Dépenses d'investissement | (197) | (426) | (38) | (35) | (36) | (38) |
| Apports aux fiduciaires | (8) | (16) | (16) | (17) | (17) | (27) |
| | (4 130) | (442) | (54) | (52) | (53) | (65) |
| Activités de financement | | | | | | |
| Émission de titres d'emprunt par des sociétés liées | 3 203 | 271 | 69 | 70 | 73 | — |
| Remboursement de titres d'emprunt | (1 059) | — | — | — | — | — |
| Apports en capital | 2 211 | 221 | 57 | 57 | 60 | — |
| Dividendes versés | (37) | (111) | (142) | (184) | (219) | (231) |
| | 4 318 | 381 | (16) | (56) | (86) | (231) |
| Incidence des opérations de change sur les soldes de trésorerie | — | — | — | — | — | — |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des liquidités soumises à des restrictions | 95 | (136) | 220 | (48) | (100) | (350) |
| Trésorerie et liquidités soumises à des restrictions, à l'ouverture de la période | — | 95 | (41) | 179 | 130 | 30 |
| Trésorerie et liquidités soumises à des restrictions, à la clôture de la période | 95 | (41) | 179 | 130 | 30 | (320) |
| Trésorerie, à l'ouverture de la période | — | 44 | (92) | 128 | 79 | (21) |
| Liquidités soumises à des restrictions, à l'ouverture de la période | — | 51 | 51 | 51 | 51 | 51 |
| Trésorerie et liquidités soumises à des restrictions, à l'ouverture de la période | — | 95 | (41) | 179 | 130 | 30 |
| Trésorerie, à la clôture de la période | 44 | (92) | 128 | 79 | (21) | (371) |
| Liquidités soumises à des restrictions, à la clôture de la période | 51 | 51 | 51 | 51 | 51 | 51 |
| Trésorerie et liquidités soumises à des restrictions, à la clôture de la période | 95 | (41) | 179 | 130 | 30 | (320) |



CORPORATION TRANS MOUNTAIN

Filiale entièrement détenue de

La Corporation de développement des investissements du Canada

RÉSUMÉ DU PLAN D'ENTREPRISE DE 2019 À 2023

et budget d'investissement de 2019

ANNEXE

Portée du document

Cette annexe au résumé du plan d'entreprise de 2019 à 2023 de Corporation Trans Mountain a été préparée pour illustrer les effets du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain (le « TMEP »), s'il devait être approuvé, sur les prévisions financières de Corporation Trans Mountain (« CTM ») pour 2019 à 2023. Ce document, qui doit être lu conjointement avec le résumé du plan d'entreprise de 2019 à 2023 de Corporation Trans Mountain, contient des informations supplémentaires qui se greffent au plan d'entreprise.

Si le gouverneur en conseil enjoignait l'Office national de l'énergie de délivrer un certificat visant le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain en vertu de l'alinéa 54(1) a) de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, les entreprises, les activités et les investissements décrits dans la présente annexe seraient réputés s'appliquer à Corporation Trans Mountain et ses filiales.

Aperçu financier

Le plan d'entreprise a été présenté en tant que composante « activités poursuivies » et de perspectives « scénario d'agrandissement », comme il est décrit dans les tableaux fournis dans la présente annexe. Il s'agit de faire une nette distinction entre les résultats attendus advenant le cas où les approbations réglementaires requises pour procéder au TMEP n'étaient pas obtenues en 2019 (les « activités poursuivies ») et ceux découlant de l'octroi de telles approbations (le « scénario d'agrandissement »), car les éléments additionnels inhérents au TMEP seraient alors engagés par suite de l'obtention desdites approbations.

Par suite de la décision de la Cour et des retards qui en découlent, CTM élaborera une estimation du coût du projet et un calendrier de construction révisés, de sorte que toute analyse des coûts totaux du projet est provisoire et susceptible de changer. Si le TMEP est approuvé, l'estimation du coût du projet et le calendrier de construction révisés seraient fournis par CTM dans le cadre du plan d'entreprise de 2020.

Plan financier et budget d'investissement de 2019

La présentation des activités poursuivies dans le résumé du plan d'entreprise de 2019 à 2023 de CTM tient compte de dépenses liées au TMEP pour 2019 devant se chiffrer à 30 millions de dollars par mois, sous réserve de la poursuite du projet, en présumant toutefois qu'aucun décret ne serait pris en 2019.

Les dépenses liées au TMEP et établies selon la comptabilité de trésorerie devraient se chiffrer à environ 1,3 milliard de dollars en 2019, compte tenu de la poursuite des travaux de planification et des démarches d'obtention de permis aux premier et deuxième trimestres. Le scénario d'agrandissement relatif au plan de 2019 prévoit que le décret sera pris par le gouverneur en conseil et que les approbations du projet connexes seront reçues à temps pour permettre l'accélération des travaux de construction au troisième trimestre, des achats de matériaux et des travaux de construction importants étant prévus pour les troisième et quatrième trimestres. Sous réserve de la réception des approbations pertinentes, le plan de 2019 prévoit le début des travaux de terrassement et de fondation pour les stations de pompage en Alberta et en Colombie-Britannique de même que le déboisement et le nivellement de plusieurs tronçons de construction de pipelines, la préparation au tunnelage du mont Burnaby ainsi qu'une vingtaine de forages directionnels horizontaux sous des cours d'eau.

Période allant de 2020 à 2023

Pour la période allant de 2020 à 2023, CTM a pour objectif de continuer à exploiter de manière sécuritaire et efficiente le réseau actuel du TMPL, tout en achevant de manière sécuritaire la construction des actifs du TMEP et en les mettant en service, à la condition que les approbations soient obtenues. Ce scénario d'agrandissement présenté dans les tableaux suppose que la construction se poursuivra sur une période de trois ans avec le début de la mise en service de TMEP en janvier 2023.

En 2023, les produits augmenteront de manière importante, en partie en raison de la capacité accrue que le TMEP fournirait ainsi que des taux contractuels qui reflètent le capital investi supplémentaire requis pour construire le réseau pipelinier agrandi.

Les flux de trésorerie supplémentaires générés à la suite de la mise en service du TMEP seraient d'abord affectés au remboursement de l'encours de la dette issue du financement des travaux de construction du TMEP. Les flux de trésorerie supplémentaires générés donnent plus de détail.

Financement

Sous réserve de l'approbation du projet, les dépenses d'investissement du TMEP pour 2019 devraient se chiffrer à 1,3 milliard de dollars (dont une tranche de 30 millions de dollars par mois inscrite dans les activités poursuivies). Sur la base de ces informations, CTM devrait emprunter une somme additionnelle de 851 millions de dollars en 2019. On s'attend à ce que les niveaux d'endettement augmentent pour se chiffrer à environ 3,6 milliards de dollars d'ici la fin de 2019, si les approbations requises aux fins du TMEP sont obtenues. Le taux d'intérêt sur l'emprunt consenti par TMP Finance s'établit à 5,00 %, ce qui donne lieu à des charges d'intérêts estimées de 151 millions de dollars.

Les dépenses futures éventuelles liées au TMEP devraient aussi être financées par des apports de capitaux propres additionnels (dans une proportion de 45 %) et par des emprunts obtenus de TMP Finance Ltd. (dans une proportion de 55 %).

Contrats de location

Si le projet du TMEP devait être approuvé, CTM devrait conclure des contrats de location et des ententes commerciales assortis de paiements annuels totalisant environ 60 millions de dollars en 2019. Ces contrats sont surtout liés à des locaux à bureaux, à des véhicules, à des contrats de location de matériel ainsi qu'à des ententes d'intérêt commun.

États financiers

Corporation Trans Mountain
États de la situation financière consolidés pro forma
Du 31 décembre 2018 au 31 décembre 2023
En millions de dollars canadiens

| | Scénario d'agrandissement | | | | | |
|---|---------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|
| | Prévisions 2018 | Plan 2019 | Plan 2020 | Plan 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 |
| Actifs | | | | | | |
| Actifs courants | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 44 | 69 | 66 | 165 | 102 | (161) |
| Liquidités soumises à des restrictions | 51 | 51 | 51 | 51 | 51 | 51 |
| Débiteurs | 97 | 97 | 90 | 90 | 91 | 215 |
| Autres actifs courants | 30 | 48 | 11 | 11 | 15 | 15 |
| | 222 | 265 | 218 | 317 | 259 | 120 |
| Immobilisations corporelles | 4 633 | 6 142 | 8 001 | 10 749 | 11 955 | 11 618 |
| Goodwill | 969 | 969 | 969 | 969 | 969 | 969 |
| Montants différés et autres actifs | 62 | 158 | 230 | 163 | 125 | 99 |
| Placements soumis à des restrictions | 57 | 73 | 89 | 106 | 123 | 149 |
| Total des actifs | 5 943 | 7 607 | 9 507 | 12 304 | 13 431 | 12 955 |
| Passifs et capitaux propres | | | | | | |
| Passifs courants | | | | | | |
| Créditeurs | 126 | 286 | 244 | 317 | 121 | 287 |
| Intérêts à payer | – | – | – | – | – | – |
| Autres actifs courants | 125 | 80 | 73 | 73 | 72 | 1 |
| | 251 | 366 | 317 | 390 | 193 | 288 |
| Prêts de sociétés liées | 2 703 | 3 554 | 4 614 | 6 082 | 6 853 | 5 978 |
| Impôt sur le résultat différé | 673 | 707 | 723 | 767 | 813 | 792 |
| Passifs réglementaires | 58 | 74 | 90 | 107 | 124 | 150 |
| Avantages de retraite et avantages postérieurs au départ à la retraite | 64 | 64 | 64 | 64 | 63 | 63 |
| Autres crédits différés | 3 | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 |
| Total des passifs | 3 752 | 4 767 | 5 810 | 7 411 | 8 047 | 7 272 |
| Capitaux propres | 2 191 | 2 840 | 3 697 | 4 893 | 5 384 | 5 683 |
| Total des passifs et des capitaux propres | 5 943 | 7 607 | 9 507 | 12 304 | 13 431 | 12 955 |

Corporation Trans Mountain
États des capitaux propres consolidés pro forma
Pour la période allant de la constitution au 31 décembre 2018 et pour les exercices clos du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2023
En millions de dollars canadiens

| | Prévisions 2018 | Plan 2019 | Plan 2020 | Plan 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 |
|---|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Solde à l'ouverture de la période | – | 2 191 | 2 840 | 3 697 | 4 893 | 5 384 |
| Apports en capital | 2 211 | 696 | 868 | 1 201 | 631 | – |
| Dividendes | (37) | (111) | (142) | (184) | (219) | (231) |
| Autres éléments du résultat global | (1) | – | – | – | – | – |
| Bénéfice net | 18 | 64 | 131 | 179 | 79 | 530 |
| Solde à la clôture de la période | 2 191 | 2 840 | 3 697 | 4 893 | 5 384 | 5 683 |

Corporation Trans Mountain

États du résultat net et du résultat global consolidés pro forma

Pour la période allant de la constitution au 31 décembre 2018 et pour les exercices clos du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2023

En millions de dollars canadiens

| | Scénario d'agrandissement | | | | | |
|---|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Prévisions Période tampon de 2018 | Plan 2019 | Plan 2020 | Plan 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 |
| Produits | | | | | | |
| Produits tirés du transport | 124 | 345 | 344 | 352 | 364 | 1 832 |
| Produits locatifs | 19 | 56 | 56 | 54 | 49 | 49 |
| Autres produits | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | 144 | 403 | 401 | 407 | 414 | 1 882 |
| Charges | | | | | | |
| Charges d'exploitation des pipelines | 45 | 113 | 93 | 96 | 119 | 260 |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 37 | 109 | 114 | 116 | 115 | 376 |
| Salaires et avantages du personnel | 13 | 66 | 63 | 65 | 68 | 97 |
| Taxes et impôts, autres que l'impôt sur le résultat | 11 | 33 | 33 | 34 | 35 | 75 |
| Charges administratives – Activités poursuivies | 4 | 7 | 8 | 8 | 8 | 28 |
| | 110 | 328 | 311 | 319 | 345 | 836 |
| Bénéfice d'exploitation | 34 | 75 | 90 | 88 | 69 | 1 046 |
| Composante capitaux propres de la provision pour les fonds utilisés pendant la construction | 23 | 100 | 174 | 255 | 219 | 1 |
| Coûts de financement de la dette inscrits à l'actif | 15 | 63 | 112 | 163 | 140 | – |
| Charges d'intérêts, montant brut | (47) | (151) | (196) | (261) | (319) | (321) |
| Recouvrement (charge) d'impôt | (7) | (23) | (49) | (66) | (30) | (196) |
| Bénéfice net | 18 | 64 | 131 | 179 | 79 | 530 |
| Autres éléments du résultat global | | | | | | |
| Écart de conversion | (1) | – | – | – | – | – |
| Résultat global | 17 | 64 | 131 | 179 | 79 | 530 |
| BAIIA ajusté | 71 | 184 | 204 | 204 | 184 | 1 422 |

Corporation Trans Mountain
États des flux de trésorerie consolidés pro forma
Pour la période allant de la constitution au 31 décembre 2018 et pour les exercices clos du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2023
En millions de dollars canadiens

| | Scénario d'agrandissement | | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Prévisions Période tampon de 2018 | Plan 2019 | Plan 2020 | Plan 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 |
| Activités d'exploitation | | | | | | |
| Bénéfice net (perte nette) de la période | 18 | 64 | 131 | 179 | 79 | 530 |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | | | | | |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles – Activités | 37 | 109 | 114 | 116 | 115 | 376 |
| Désactualisation | | | | | | |
| Composante capitaux propres de la provision pour les fonds utilisés pendant la construction | (23) | (100) | (174) | (255) | (219) | (1) |
| Impôt sur le résultat différé | 4 | 33 | 16 | 44 | 47 | (21) |
| Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | (129) | (146) | 19 | 74 | 12 | 124 |
| | (93) | (40) | 106 | 158 | 34 | 1 008 |
| Activités d'investissement | | | | | | |
| Acquisition, déduction faite de la trésorerie acquise | (3 925) | – | – | – | – | – |
| Dépenses d'investissement | (197) | (1 355) | (1 880) | (2 527) | (1 263) | (138) |
| Apports aux fiducies | (8) | (16) | (16) | (17) | (17) | (27) |
| | (4 130) | (1 371) | (1 896) | (2 544) | (1 280) | (165) |
| Activités de financement | | | | | | |
| Émission de titres d'emprunt par des sociétés liées | 3 203 | 851 | 1 061 | 1 468 | 771 | – |
| Remboursement de titres d'emprunt | (1 059) | – | – | – | – | (875) |
| Apports en capital | 2 211 | 696 | 868 | 1 201 | 631 | – |
| Dividendes versés | (37) | (111) | (142) | (184) | (219) | (231) |
| | 4 318 | 1 436 | 1 787 | 2 485 | 1 183 | (1 106) |
| Incidence des opérations de change sur les soldes de trésorerie | – | – | – | – | – | – |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des liquidités soumises à des restrictions | 95 | 25 | (3) | 99 | (63) | (263) |
| Trésorerie et liquidités soumises à des restrictions, à l'ouverture de la période | – | 95 | 120 | 117 | 216 | 153 |
| Trésorerie et liquidités soumises à des restrictions, à la clôture de la période | 95 | 120 | 117 | 216 | 153 | (110) |
| Trésorerie, à l'ouverture de la période | – | 44 | 69 | 66 | 165 | 102 |
| Liquidités soumises à des restrictions, à l'ouverture de la période | – | 51 | 51 | 51 | 51 | 51 |
| Trésorerie et liquidités soumises à des restrictions, à l'ouverture de la période | – | 95 | 120 | 117 | 216 | 153 |
| Trésorerie, à la clôture de la période | 44 | 69 | 66 | 165 | 102 | (161) |
| Liquidités soumises à des restrictions, à la clôture de la période | 51 | 51 | 51 | 51 | 51 | 51 |
| Trésorerie et liquidités soumises à des restrictions, à la clôture de la période | 95 | 120 | 117 | 216 | 153 | (110) |

Appendice C

SGCH

LA SOCIÉTÉ DE GESTION CANADA HIBERNIA

Filiale entièrement détenue de

**La Corporation de développement des investissements
du Canada**

**RÉSUMÉ DE 2019
du plan d'entreprise de 2019**

POUR LES EXERCICES 2019 – 2023

Résumé du plan d'entreprise d'octobre 2018

Table des matières

| | |
|--|---|
| 1.0 Le Projet Hibernia - Résumé..... | 3 |
| 2.0 Aperçu des activités de 2018..... | 6 |
| 3.0 Objectifs pour 2019..... | 7 |
| 4.0 Commercialisation et transport | 7 |
| 5.0 Risques | 7 |
| 6.0 Section financière | 8 |
| 7.0 Structure organisationnelle | 9 |
| 8.0 États financiers pro forma | 9 |

1.0 Le Projet Hibernia - Résumé

La Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH »), filiale entièrement détenue de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »), a été constituée en mars 1993 dans le but de détenir, de gérer, d'administrer et d'exploiter la participation directe de 8,5 % du gouvernement du Canada à ce moment-là dans le projet pétrolier extracôtier Hibernia, situé à 315 kilomètres à l'est de St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador.

Hibernia continue d'être une entreprise très rentable. D'ici la clôture de l'exercice 2018, la SGCH prévoit qu'elle aura versé des dividendes cumulatifs de 2,2 milliards de dollars, une participation au bénéfice net du gouvernement fédéral de 273 millions de dollars et un montant de 696 millions de dollars en impôt fédéral.¹ Les versements de dividendes ont débuté en 2003 après le remboursement par la SGCH des crédits parlementaires de 431 millions de dollars correspondant à la quote-part du gouvernement du Canada dans les dépenses d'investissement du projet.

Pour l'exercice 2018, la SGCH prévoit verser des dividendes de 108 millions de dollars, ce qui représente 60 millions de dollars de plus que le montant de 48 millions de dollars prévu dans le plan. La variation positive s'explique principalement par la hausse des produits nets tirés du pétrole brut découlant de l'augmentation des cours du pétrole et d'un affaiblissement du dollar canadien (+ 36 millions de dollars) ainsi que par la réduction du montant au titre de la réserve d'exploitation en trésorerie non distribuée (+ 20 millions de dollars). La SGCH a fait passer la réserve d'exploitation en trésorerie minimale de la société de 100 millions de dollars en 2017 à 80 millions de dollars à la clôture de l'exercice 2018, et elle prévoit réduire le solde minimal à 60 millions de dollars pour les années visées par le plan.

Le plan de 2019 prévoit que les dividendes seront de 63 millions de dollars, soit une baisse de 45 millions de dollars par rapport aux prévisions de 2018 de 108 millions de dollars, en raison de l'augmentation de 21 millions de dollars des dépenses d'investissement d'Hibernia, de l'augmentation de 19 millions de dollars des fonds détenus en main tierce et des fonds pour abandon ainsi que de la variation des éléments du fonds de roulement.

L'objectif principal de la SGCH est de gérer la participation de son actionnaire dans le projet Hibernia dans le but de protéger les intérêts de l'actionnaire, d'en maximiser la valeur et d'assurer que toutes les décisions sont prises selon une approche prudente sur le plan commercial.

La SGCH s'acquitte de sa tâche en participant activement à tous les comités qui veillent à la direction stratégique du projet, en contribuant aux activités d'exploitation, y compris la sécurité et la protection de l'environnement, en gérant les flux de rentrées, en s'assurant de respecter tous les règlements gouvernementaux et les obligations contractuelles, en participant de manière diligente aux activités de transport et de commercialisation liées à sa quote-part de la production pétrolière, et en mettant de côté des fonds en prévision de l'abandon éventuel d'Hibernia.

¹ Toutes les données financières sont exprimées en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

La SGCH est une société ne possédant qu'un seul actif, et ses flux de trésorerie proviennent exclusivement de ses actifs de production et de ses activités, lesquels incluent sa quote-part de la production du champ Hibernia, ses droits d'utilisation des installations et frais de traitement, ses contrats d'exploitation visant les pétroliers locaux et la capacité d'emmagasinage au terminal de transbordement de Newfoundland Transshipment Limited.

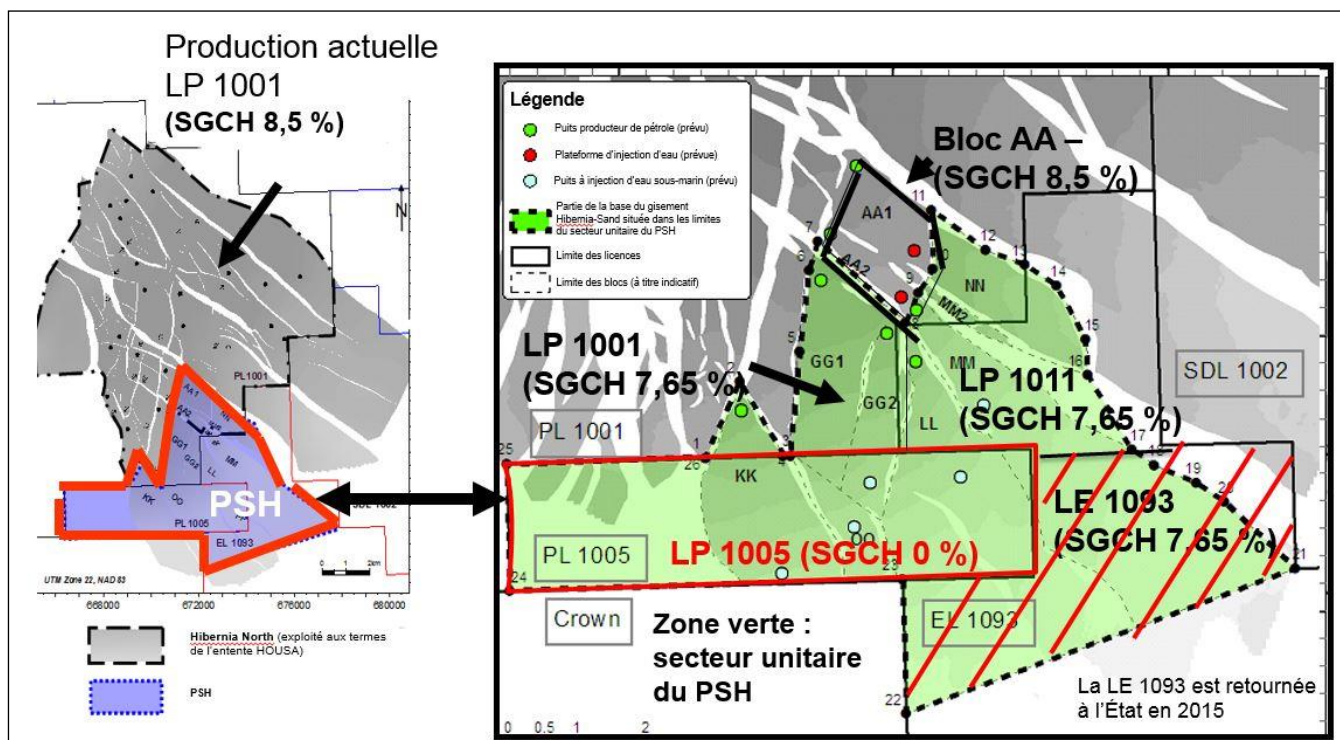
Bien que la part initiale du financement de la SGCH ait été obtenue grâce à des crédits du gouvernement du Canada jusqu'au début de la production en 1997, le financement depuis 1998 provient des flux de trésorerie internes générés par la participation de la SGCH dans Hibernia. La SGCH doit s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de liquidités pour financer ses dépenses d'investissement, ses charges d'exploitation et ses frais de transport, les redevances, sa participation au bénéfice net, l'impôt sur le résultat, ses charges administratives et ses frais futurs d'abandon sans avoir recours à des crédits supplémentaires du gouvernement. La SGCH a la responsabilité de payer ses impôts aux gouvernements fédéral et provincial, les redevances et sa participation au bénéfice net, au même titre que les entreprises du secteur privé.

La SGCH détient une participation directe de 8,5 % dans la partie du champ pétrolifère Hibernia visée par la licence de production LP 1001, qui avait été approuvée au départ pour la mise en valeur du projet et qui apparaît en gris à l'intérieur des pointillés dans le tableau de gauche ci-dessous. La SGCH détient également une participation directe de 8,5 % dans le bloc AA, représentée en gris dans le tableau de droite ci-dessous. Les autres propriétaires de ces zones visées par la licence LP 1001 (champ principal) sont ExxonMobil (33,125 %), Chevron (26,875 %), Suncor (20,0 %), Murphy (6,5 %) et Equinor (anciennement Statoil) (5,0 %). Les propriétaires du champ principal sont aussi propriétaires de la Société d'exploitation et de développement d'Hibernia Ltée (l'« exploitant légitime ») et de la plateforme à embase-poids et des installations connexes selon leur quote-part respective du champ principal.

L'exploitation en commun² d'une partie de la LP 1001, de la LP 1011 (à l'origine, la licence d'exploration 1093) et de la LP 1005 a donné lieu à la création du secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « secteur unitaire du PSH »). Les terrains du secteur unitaire du PSH liés à la formation Hibernia Sands et la participation directe respective de la SGCH dans chaque licence sont illustrés dans la partie en vert sur le côté droit du diagramme ci-après.

La participation directe initiale de la SGCH dans le secteur unitaire du PSH était de 5,08482 % et a été ajustée par la suite à 5,7265 % le 1^{er} décembre 2015, par suite du premier ajustement périodique et, plus récemment, à 5,62665 % le 1^{er} mai 2017, par suite du deuxième ajustement périodique. Bien que la participation directe de la SGCH dans le secteur unitaire du PSH varie, sa participation directe dans chaque licence ne varie pas. L'entente du secteur unitaire du PSH prévoit le processus et le calendrier de tous les ajustements de la participation directe des propriétaires.

² L'exploitation concertée est une pratique courante dans le secteur pétrolier, selon laquelle les propriétaires conviennent par une entente contractuelle de mettre en commun la production, les coûts et les investissements liés à des terrains et à des actifs ayant plusieurs propriétaires dans le but de coordonner la mise en valeur d'un même réservoir ou bassin.



Note 1 : Le champ principal est composé de la zone de production existante visée par la licence de production LP 1001 (participation de 8,5 % de la SGCH) indiquée en gris dans le schéma de gauche ci-dessus ainsi que la partie du bloc AA (participation de 8,5 % de la SGCH) du secteur unitaire du PSH indiquée en gris dans le schéma de droite.

Note 2 : Le secteur unitaire du PSH au niveau du Hibernia Sands apparaît en vert dans le schéma de droite ci-dessus.

Note 3 : Une partie de la licence d'exploration LE 1093 a été convertie en licence de production LP 1011. La zone restante est arrivée à expiration, comme le montre la partie hachurée du schéma.

Le secteur unitaire du PSH a vu le jour en raison du forage de développement qui a mis en évidence que le contact pétrole-eau était de loin inférieur à ce qui avait été prévu à l'origine, et les limites du champ s'étendaient dans la zone visée par la LP 1005, cette dernière n'étant pas détenue par les mêmes propriétaires que le reste du champ.

Le 16 février 2010, Nalcor a acquis une participation directe de 10 % dans certaines zones définies du secteur unitaire; la participation de Nalcor provient d'une contribution proportionnelle de chacun des propriétaires.

La SEDH exploite ce projet pour le compte des propriétaires, et Exxon Mobil Corporation fournit, aux termes d'un contrat, le personnel de gestion et le personnel administratif et technique. Le secteur unitaire du PSH est exploité d'une manière analogue. Bien que les opérations quotidiennes du champ pétrolifère soient gérées par ExxonMobil, tous les propriétaires jouent un rôle actif dans les processus décisionnels.

Toutes les activités entreprises à ce jour et visées par le présent résumé du plan d'entreprise s'inscrivent dans le mandat de la SGCH.

2.0 Aperçu des activités de 2018

Les prévisions de 2018 sont basées sur les résultats réels des huit premiers mois de l'exercice et sur les résultats prévus des quatre derniers mois de l'exercice. Par conséquent, les résultats réels de l'exercice peuvent différer de ces prévisions. Plus particulièrement, le calendrier réel des livraisons de cargaisons pourrait avoir une incidence significative sur les résultats réels à la clôture l'exercice.

Pour l'exercice 2018, la SGCH prévoit verser des dividendes de 108 millions de dollars, ce qui représente 60 millions de dollars de plus que le montant de 48 millions de dollars prévu dans le plan. La variation positive s'explique principalement par la hausse du produit net tiré du pétrole brut (+36 millions de dollars) et par la réduction du montant au titre de la réserve d'exploitation en trésorerie non distribué (+20 millions de dollars). La SGCH a fait passer la réserve d'exploitation en trésorerie minimale de la société de 100 millions de dollars en 2017 à 80 millions de dollars à la clôture de l'exercice 2018, et elle prévoit réduire le solde minimal à 60 millions de dollars pour les années visées par le plan.

Pour l'exercice 2018, la SGCH prévoit des produits bruts tirés du pétrole brut de 278 millions de dollars, des produits nets tirés du pétrole brut de 179 millions de dollars et un bénéfice net de 76 millions de dollars (voir le Tableau II). La participation directe de la SGCH dans la production est estimée à environ 8 200 barils de pétrole par jour.

Le prix du pétrole pour 2018 devrait s'établir en moyenne à 94 \$ CA le baril (baril), comparativement au prix prévu de 60 \$ CA le baril.

Au cours de l'exercice 2018, la SGCH prévoit avoir versé à la province de Terre-Neuve-et-Labrador des redevances à un taux moyen effectif (redevances totales en pourcentage du total des ventes brutes de pétrole) de 27 % (contre 20 %, et 21 % prévu dans le plan). Toutes les zones visées par les redevances de la SGCH versent désormais une redevance nette d'au moins 30 %, en plus de certaines redevances supplémentaires. Les taux de redevances sont les suivants : un taux de redevances net de 30 % pour la majeure partie du champ principal d'Hibernia, un taux de redevances net de 42,5 % pour la partie des blocs AA du champ principal et un taux de redevances net basé sur une échelle variable de 37,5 % sur la partie visée par la LP 1001 du secteur unitaire du PSH. De plus, la zone de licence spécifique au secteur unitaire du PSH (à l'extérieur du champ principal de la LP 1001) a atteint le paiement net de la redevance en avril 2018, ce qui signifie que le taux de redevances dans cette zone visée par les redevances (bien qu'elle soit plus petite) est passé d'une redevance brute de 5 % auparavant à une redevance nette d'au moins 30 % et a donné lieu à une redevance nette supplémentaire de 2,5 % basée sur les prix du pétrole. En outre, la SGCH verse une participation au bénéfice net maximale de 10 % au gouvernement du Canada sur la production de la LP 1001. Le taux de participation au bénéfice net stipulé correspond à 10 % des ventes de pétrole, moins les déductions de coûts admissibles, et ce taux diminue dans un contexte de faiblesse des prix du pétrole selon un facteur d'indexation du pétrole. Il en résulte un taux de participation au bénéfice net effectif prévu (correspondant à la participation au bénéfice net totale en pourcentage des produits bruts tirés du pétrole) de 7 % en 2019 comparativement au taux de 8 % selon les prévisions de 2018.

Les prévisions de 2018 en ce qui a trait aux charges d'exploitation et d'administration et autres charges ne devraient pas varier de manière importante par rapport à celles prévues dans le plan, à l'exception de la charge d'impôt qui est de 57 % supérieur à ce qui était prévu, ce qui s'explique par la hausse de 61 % du bénéfice net avant impôts prévu (résultant encore une fois de la hausse du produit net tiré du pétrole brut).

La quote-part de la SGCH dans les dépenses d'investissement pour 2018 devrait se chiffrer à 26 millions de dollars, contre un montant de 24 millions de dollars prévu au plan.

Hibernia affiche une excellente performance au chapitre de la sécurité et de l'environnement; elle s'assure du caractère sécuritaire du lieu de travail et se conforme à la réglementation. Il n'y a eu aucun incident avec arrêt de travail au champ Hibernia depuis 2013.

Des déversements mineurs ont eu lieu au cours de l'exercice 2018, surtout de liquides non polluants. Tous les déversements ont été signalés aux autorités réglementaires et aucun nettoyage n'a été nécessaire.

3.0 Objectifs pour 2019

Les principaux objectifs commerciaux de la SGCH pour 2019 sont les suivants : atteindre un rendement sur le plan de l'exploitation et sur le plan financier conforme aux prévisions, encourager l'atteinte de résultats optimaux pour le secteur unitaire du PSH et se préparer en vue de la première réévaluation de la participation directe du secteur unitaire, poursuivre des occasions de croissance à long terme des réserves (comme les gisements Ben Nevis-Avalon et Catalina et une amélioration de la récupération du pétrole), surveiller la performance en matière de commercialisation et d'affrètement du pétrole brut aux termes des ententes et favoriser la diversification rentable des marchés pour la vente du pétrole brut d'Hibernia.

4.0 Commercialisation et transport

La SGCH vend généralement les cargaisons de pétrole brut d'Hibernia en fonction du cours de référence du pétrole brut Brent daté, en dollars américains, plus ou moins un écart de prix qui reflète les conditions actuelles du marché.

La SGCH continue de commercialiser conjointement son pétrole, notamment avec Suncor. La SGCH a participé au renforcement de la synergie du projet Hibernia avec d'autres champs des Grands Bancs, notamment en améliorant de façon continue la mise en œuvre du projet Basin Wide Transportation and Transshipment System. En 2018, la SGCH a parachevé les ententes afin de rendre plus efficace le transport du pétrole brut de la plateforme au marché (procédure d'enlèvement combiné) aux termes de l'entente d'enlèvement combiné et de réacheminement.

5.0 Risques

Le présent plan d'entreprise tient compte des incertitudes normales liées aux prix du pétrole brut, aux cours de changes, aux dépenses d'investissement, aux charges d'exploitation et au rendement des gisements.

Les principaux risques financiers comprennent la volatilité des cours du pétrole; la volatilité du cours de change du dollar américain par rapport au dollar canadien; le risque de crédit découlant des contreparties aux ventes de pétrole et à la trésorerie et aux placements à court terme de la SGCH; et la suffisance des fonds liés à l'abandon.

Les principaux risques non financiers comprennent les risques opérationnels et techniques liés à l'exploitation pétrolière extracôtière (notamment la complexité des forages et les risques liés à la production, l'inexactitude des estimations des réserves, les conditions climatiques difficiles, etc.); les risques liés à la sécurité et à l'environnement, y compris la pollution; les risques liés à la réglementation; les risques liés à la cybersécurité et aux TI; et certains risques propres à une société ne possédant qu'un seul actif.

Bien que les programmes de forage d'envergure à long terme futurs continueront d'avoir recours de manière importante aux appareils de forage à partir de la plateforme, il n'en demeure pas moins que la complexité des puits forés à partir de la plateforme est croissante.

La SGCH a choisi de ne pas entreprendre d'activités de couverture pour se protéger contre la volatilité des prix du pétrole brut, compte tenu de sa bonne position financière. La SGCH suit de près la situation sur le marché mondial. L'entente de commercialisation en vigueur avec Suncor et le partage des produits tirés de cargaisons multiples atténue l'exposition aux fluctuations de prix au cours d'une année.

6.0 Section financière

La quote-part de la participation directe de la SGCH dans la production est estimée à environ 8 580 barils de pétrole par jour en 2019, soit 5 % de plus que les prévisions moyennes de 8 200 barils de pétrole par jour pour 2018. L'augmentation de la production en 2019 est surtout attribuable à la diminution des arrêts de production (les résultats de 2018 tiennent compte d'un arrêt de la production complet d'environ 37 jours en septembre et en octobre découlant de la révision trisannuelle prévue de la plateforme). Sur la base de la quote-part nette de la SGCH, la production du secteur unitaire du PSH devrait comprendre 35 % de la participation directe totale dans la production en 2019, soit un niveau relativement inchangé par rapport à 2018.

Les volumes des ventes estimatives de la SGCH totalisent 3,13 millions de barils en 2019, soit un volume de 6 % plus élevé que les prévisions de 2018 qui étaient de 2,97 millions de barils. L'augmentation des volumes de ventes s'explique par l'écart de +5 % de la quote-part de la SGCH dans les volumes de production quotidiens moyens ainsi que par les écarts temporaires dans la vente de cargaisons.

Le prix du pétrole réalisé prévu pour 2019 est de 89 \$ CA le baril, comparativement aux prévisions de 2018 qui étaient de 94 \$ le baril.

Les produits bruts tirés du pétrole brut pour 2019 devraient totaliser 279 millions de dollars, soit un niveau relativement stable par rapport aux produits de 278 millions de dollars en 2018. En 2019 par rapport à 2018, l'augmentation de 6 % des volumes de ventes et la diminution de 5 % du prix réalisé du pétrole ont donné lieu à une variation négligeable des produits bruts tirés du pétrole d'un exercice à l'autre.

Il est présumé dans le plan que le taux moyen effectif des redevances (redevances totales en pourcentage du total des produits bruts tirés du pétrole) est de 25 % en 2019 comparativement au taux de 27 % prévu dans les prévisions de 2018. La diminution en 2019 s'explique par une augmentation importante des dépenses d'investissement projetées en 2019, dont la majeure partie sera déductible des produits bruts tirés du pétrole à des fins de redevances.

Le bénéfice net devrait augmenter de 81 millions de dollars en 2019, par rapport à des prévisions de 76 millions de dollars pour 2018.

Les dépenses d'investissement prévues pour 2019, qui s'élèvent à 45 millions de dollars, soit une hausse importante de 21 millions de dollars, ou 86 %, par rapport aux prévisions de 2018, s'explique par une augmentation des dépenses liées à l'exploitation sous-marine du pôle Ouest et une hausse des dépenses de forage découlant du forage d'appréciation dans la partie nord-ouest au moyen d'une unité mobile de forage en mer plus coûteuse. Les dépenses du secteur unitaire pour le PSH devraient être minimales en 2019.

Le plan de 2019 prévoit que les dividendes seront de 63 millions de dollars, soit une baisse de 45 millions de dollars par rapport à 2018, en raison de l'augmentation de 21 millions de dollars des dépenses d'investissement d'Hibernia, de l'augmentation de 19 millions de dollars des fonds détenus en main tierce et des fonds pour abandon ainsi que de la variation des éléments du fonds de roulement.

Les flux de trésorerie de la SGCH sont sensibles aux variations du prix du pétrole brut, aux cours de change et aux volumes de production.

Une variation de 5 \$ US le baril se solderait par une variation d'environ 9 millions de dollars des flux de trésorerie nets et des dividendes correspondants en 2019 et une variation de 10 000 barils de pétrole par jour (variation d'environ 8 %) de la production brute d'Hibernia entraînerait une variation de 12 millions de dollars des flux de trésorerie nets de la SGCH.

7.0 Structure organisationnelle

Depuis sa création en 1993, la SGCH emploie quelques professionnels chevronnés du secteur de l'énergie. À la clôture de l'exercice 2018, la SGCH compte avoir huit professionnels permanents et à temps partiel (6,7 équivalents à temps plein ou ÉTP), et un sous-traitant à temps partiel. En 2019, la SGCH prévoit ajouter un employé (0,5 ÉTP) se rapportant au contrôleur, mais d'autres ajustements portent le nombre prévu d'employés à neuf à la clôture de l'exercice 2019 (6,9 ÉTP), et un sous-traitant à temps partiel.

8.0 États financiers pro forma

La SGCH prépare ses états financiers selon les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010.

Les tableaux I, II et III sont joints au présent plan d'entreprise.

Société de gestion Canada Hibernia
États de la situation financière pro forma
Aux 31 décembre 2017 à 2023
En millions de \$ CA

Tableau I

| | Chiffres réels 2017 | Plan 2018 | Prévisions 2018 | Plan 2019 | Plan 2020 | Plan 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 |
|--|------------------------|---------------|--------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Actifs | | | | | | | | |
| Actifs courants | | | | | | | | |
| Trésorerie et placements à court terme | 102,75 | 100,10 | 80,75 | 60,46 | 60,46 | 60,92 | 60,25 | 60,64 |
| Débiteurs | 22,11 | 37,31 | 20,43 | 32,82 | 9,49 | 9,49 | 9,49 | 9,49 |
| Charges payées d'avance | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 |
| Stocks | 4,25 | 2,45 | 4,25 | 4,25 | 4,25 | 4,25 | 4,25 | 4,25 |
| Total des actifs courants | 129,36 | 140,11 | 105,68 | 97,78 | 74,45 | 74,91 | 74,24 | 74,63 |
| Immobilisations corporelles | | | | | | | | |
| Installations et puits du projet Hibernia, au coût | 512,66 | 537,65 | 529,72 | 578,08 | 633,93 | 690,48 | 772,59 | 845,32 |
| Droit d'utilisation des biens loués | – | – | – | 0,83 | 0,83 | 0,83 | 0,83 | 0,83 |
| Moins épuisement et amortissement cumulés | (315,11) | (359,77) | (357,94) | (402,80) | (446,60) | (482,54) | (518,44) | (557,53) |
| Immobilisations corporelles nettes | 197,55 | 177,88 | 171,78 | 176,11 | 188,16 | 208,77 | 254,98 | 288,62 |
| Autres actifs | | | | | | | | |
| Actif d'impôt différé | 16,10 | 16,55 | 19,51 | 23,21 | 27,08 | 27,29 | 24,40 | 20,56 |
| Fonds entières | 14,23 | 14,23 | 8,50 | 21,17 | 21,17 | 21,17 | 21,17 | 21,17 |
| Fonds pour abandon et risques | 123,05 | 136,87 | 136,66 | 151,30 | 154,24 | 157,25 | 160,31 | 163,43 |
| Total des autres actifs | 153,38 | 167,65 | 164,67 | 195,68 | 202,49 | 205,71 | 205,88 | 205,16 |
| | 480,29 | 485,64 | 442,13 | 469,57 | 465,10 | 489,39 | 535,10 | 568,41 |
| Passifs et capitaux propres | | | | | | | | |
| Passifs courants | | | | | | | | |
| Créditeurs et charges à payer | 16,00 | 21,62 | 13,46 | 16,77 | 9,31 | 9,31 | 9,31 | 9,31 |
| Impôts sur le résultat exigibles | (1,86) | (1,33) | 1,30 | 3,43 | 3,45 | 3,51 | 3,51 | 3,52 |
| Total des passifs courants | 14,14 | 20,29 | 14,76 | 20,20 | 12,76 | 12,82 | 12,82 | 12,83 |
| Autres passifs | | | | | | | | |
| Obligations locatives | – | – | – | 0,67 | 0,55 | 0,41 | 0,27 | 0,13 |
| Passif d'impôt différé | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Passif relatif au démantèlement | 133,40 | 130,16 | 126,97 | 130,17 | 133,53 | 137,06 | 140,77 | 144,67 |
| Total des autres passifs | 133,40 | 130,16 | 126,97 | 130,84 | 134,08 | 137,47 | 141,04 | 144,80 |
| Capitaux propres | | | | | | | | |
| Résultats non distribués | 332,75 | 335,19 | 300,40 | 318,53 | 318,26 | 339,10 | 381,24 | 410,78 |
| Total des capitaux propres | 332,75 | 335,19 | 300,40 | 318,53 | 318,26 | 339,10 | 381,24 | 410,78 |
| | 480,29 | 485,64 | 442,13 | 469,57 | 465,10 | 489,39 | 535,10 | 568,41 |

Société de gestion Canada Hibernia
États des résultats et des résultats non distribués pro forma
Exercices clos les 31 décembre 2017 à 2023
En millions de \$ CA

Tableau II

| | Chiffres réels 2017 | Plan 2018 | Prévisions 2018 | Plan 2019 | Plan 2020 | Plan 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 |
|---|------------------------|---------------|--------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Produits | | | | | | | | |
| Produits bruts tirés du pétrole brut | 253,55 | 193,92 | 277,54 | 278,54 | 271,86 | 229,33 | 235,42 | 263,31 |
| Frais de commercialisation | (0,49) | (0,41) | (0,42) | (0,42) | (0,42) | (0,38) | (0,39) | (0,42) |
| Redevances | (54,73) | (38,79) | (75,54) | (69,65) | (56,70) | (57,33) | (44,73) | (57,93) |
| Participation au bénéfice net | (15,16) | (11,63) | (22,18) | (19,50) | (17,40) | (13,76) | (11,77) | (15,80) |
| Produits nets tirés du pétrole brut | 183,17 | 143,09 | 179,40 | 188,97 | 197,34 | 157,86 | 178,53 | 189,16 |
| Produits d'intérêts | 1,97 | 4,42 | 4,20 | 4,52 | 4,29 | 4,36 | 4,41 | 4,47 |
| Revenus tirés de droits d'utilisation et de mise en œuvre | 3,18 | 2,29 | 2,75 | 2,68 | 2,50 | 1,90 | 1,90 | 1,52 |
| Total des produits | 188,32 | 149,80 | 186,35 | 196,17 | 204,13 | 164,12 | 184,84 | 195,15 |
| Charges | | | | | | | | |
| Exploitation des champs | 17,90 | 22,91 | 24,15 | 23,41 | 28,83 | 28,78 | 26,08 | 29,13 |
| Transport | 6,96 | 6,98 | 6,05 | 6,58 | 6,57 | 6,77 | 6,76 | 6,82 |
| Administration | 5,07 | 3,73 | 3,67 | 3,60 | 3,38 | 3,21 | 3,50 | 3,94 |
| Épuisement et amortissement | 50,66 | 46,70 | 42,83 | 44,86 | 43,80 | 35,94 | 35,90 | 39,09 |
| Désactualisation | 2,81 | 3,16 | 3,05 | 3,20 | 3,36 | 3,53 | 3,71 | 3,90 |
| Autres | 1,98 | — | (0,19) | — | — | — | — | — |
| Total des charges | 85,38 | 83,48 | 79,56 | 81,65 | 85,94 | 78,23 | 75,95 | 82,88 |
| Bénéfice net avant impôts | 102,94 | 66,32 | 106,79 | 114,52 | 118,19 | 85,89 | 108,89 | 112,27 |
| Impôt sur le résultat | | | | | | | | |
| Impôt sur le résultat différé | (2,64) | (2,57) | (3,41) | (3,70) | (3,87) | (0,21) | 2,89 | 3,84 |
| Impôt exigible | 31,06 | 22,00 | 34,55 | 37,09 | 38,33 | 25,26 | 28,86 | 28,89 |
| Total de l'impôt sur le résultat | 28,42 | 19,43 | 31,14 | 33,39 | 34,46 | 25,05 | 31,75 | 32,73 |
| Bénéfice net | 74,52 | 46,89 | 75,65 | 81,13 | 83,73 | 60,84 | 77,14 | 79,54 |
| Résultats non distribués | | | | | | | | |
| À l'ouverture de l'exercice | 351,23 | 336,30 | 332,75 | 300,40 | 318,53 | 318,26 | 339,10 | 381,24 |
| Dividendes | (93,00) | (48,00) | (108,00) | (63,00) | (84,00) | (40,00) | (35,00) | (50,00) |
| À la clôture de l'exercice | 332,75 | 335,19 | 300,40 | 318,53 | 318,26 | 339,10 | 381,24 | 410,78 |

Société de gestion Canada Hibernia
États des flux de trésorerie pro forma
Exercices clos les 31 décembre 2017 à 2023
En millions de \$ CA

Tableau III

| | Chiffres réels 2017 | Plan 2018 | Prévisions 2018 | Plan 2019 | Plan 2020 | Plan 2021 | Plan 2022 | Plan 2023 |
|---|---------------------|----------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Activités d'exploitation | | | | | | | | |
| Bénéfice net de l'exercice | 74,52 | 46,89 | 75,65 | 81,13 | 83,73 | 60,84 | 77,14 | 79,54 |
| Épuisement et amortissement | 50,66 | 46,70 | 42,83 | 44,86 | 43,80 | 35,94 | 35,90 | 39,09 |
| Désactualisation | 2,81 | 3,16 | 3,05 | 3,20 | 3,36 | 3,53 | 3,71 | 3,90 |
| Produits d'intérêts | (1,97) | (4,42) | (4,20) | (4,52) | (4,29) | (4,36) | (4,41) | (4,47) |
| Charge d'impôt sur le résultat | 28,42 | 19,43 | 31,14 | 33,39 | 34,46 | 25,05 | 31,75 | 32,73 |
| Activités liées à l'abandon | (2,65) | (2,76) | (2,50) | (3,72) | (1,11) | – | – | – |
| Impôts sur le résultat payés | (46,59) | (18,87) | (31,39) | (34,96) | (38,31) | (25,20) | (28,86) | (28,88) |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | 9,30 | (7,19) | 2,94 | (12,88) | 15,87 | – | – | – |
| Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation | 114,50 | 82,94 | 117,52 | 106,50 | 137,51 | 95,80 | 115,23 | 121,91 |
| Activités d'investissement | | | | | | | | |
| Installations et puits du projet Hibernia | (24,23) | (25,56) | (24,04) | (44,64) | (54,74) | (56,55) | (82,11) | (72,73) |
| Intérêts reçus | 1,97 | 4,42 | 4,20 | 4,52 | 4,29 | 4,36 | 4,41 | 4,47 |
| Fonds entiercés | – | – | 5,73 | (12,67) | – | – | – | – |
| Fonds pour abandon et risques | (12,77) | (13,92) | (13,61) | (14,64) | (2,94) | (3,01) | (3,06) | (3,12) |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | 1,05 | – | (3,80) | 3,80 | – | – | – | – |
| Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement | (33,98) | (35,06) | (31,52) | (63,63) | (53,39) | (55,20) | (80,76) | (71,38) |
| Activités de financement | | | | | | | | |
| Paiement du passif lié au contrat de location | – | – | – | (0,16) | (0,12) | (0,14) | (0,14) | (0,14) |
| Dividendes versés à la CDEV | (93,00) | (48,00) | (108,00) | (63,00) | (84,00) | (40,00) | (35,00) | (50,00) |
| Sorties de trésorerie liées aux activités de financement | (93,00) | (48,00) | (108,00) | (63,16) | (84,12) | (40,14) | (35,14) | (50,14) |
| Variation de la trésorerie | (12,48) | (0,12) | (22,00) | (20,29) | – | 0,46 | (0,67) | 0,39 |
| Trésorerie à l'ouverture de l'exercice | 115,23 | 100,22 | 102,75 | 80,75 | 60,46 | 60,46 | 60,92 | 60,25 |
| Trésorerie à la clôture de l'exercice | 102,75 | 100,10 | 80,75 | 60,46 | 60,46 | 60,92 | 60,25 | 60,64 |